



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 147 • NUMÉRO 108 • 2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le vendredi 20 juin 2014

—
Présidence de l'honorable Andrew Scheer

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 20 juin 2014

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1005)

[Français]

LOI SUR LA CHARTE DES DROITS DES VICTIMES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 13 juin, de la motion portant que le projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

Mme Marie-Claude Morin (Saint-Hyacinthe—Bagot, NPD): Monsieur le Président, je remercie mes collègues de leur habituel soutien. Cela me fait plaisir, aujourd'hui, de prendre la parole sur la Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois.

Je dois préciser que nous allons appuyer ce projet de loi en deuxième lecture, mais ce n'est pas un chèque en blanc que nous signons au gouvernement, bien entendu. Nous appuyons ce projet de loi dans le but de l'étudier convenablement en comité et d'entendre des experts, des témoins et peut-être même des victimes, qui sait, dans le but de modifier ce projet de loi un peu imparfait. Nous l'appuyons dans le but de mieux travailler ensemble pour améliorer la situation.

Il est évident que nous voulons appuyer les victimes d'actes criminels de façon concrète. Toutefois, pour cela, nous devons nous assurer que cette charte n'est pas seulement que des paroles en l'air. Personnellement, je n'ai jamais été victime d'un acte criminel, mais je suis capable de me mettre un peu dans la peau de ces personnes, et je sais que cela ne doit pas être drôle.

Quand on est un gouvernement responsable et qu'on promet de telles choses à des victimes d'actes criminels, des gens qui ont vécu des choses difficiles, il faut les mettre en oeuvre correctement en écoutant les experts. Il faut aussi que les gens sur le terrain soient aptes à mettre tout cela en oeuvre.

Je dois préciser aussi que cela fait maintenant huit ans qu'on attend de l'action. Je dis « on », mais ce sont aussi les victimes qui attendent de l'action de la part du gouvernement. En 2006, le gouvernement avait promis de mettre en oeuvre cette charte. Pourquoi les victimes ont-elles dû attendre huit ans? Pendant ces huit ans, elles n'ont pas eu de tels outils ou de coup de main pour s'en sortir. Je trouve cela particulièrement déplorable qu'on ait attendu aussi longtemps.

On a vu des ministres faire des conférences de presse, prendre des photos et promettre beaucoup de choses, alors que rien ne se faisait.

Maintenant, on a quelque chose, mais comme je le disais plus tôt, il faudrait vraiment s'assurer que ce ne sont pas des paroles en l'air et que cela sera vraiment mis en oeuvre. Pendant ce temps, les victimes attendent. On ne peut pas faire attendre des êtres humains aussi longtemps lorsqu'il s'agit de choses aussi graves et délicates.

Une autre faille de ce projet de loi, c'est qu'il ne crée aucune obligation légale pour les intervenants du système judiciaire de mettre en oeuvre ces droits qu'on offre aux victimes. On met donc en place un système, mais on ne s'assure pas qu'il y aura un suivi et on ne sait pas la façon dont cela sera fait. Va-t-on mettre ce projet de loi sur une tablette et dire qu'on a maintenant une charte? Cela me fait un peu peur, et je m'interroge à ce sujet.

Le gouvernement se soucie-t-il vraiment des victimes, ou propose-t-il un projet de loi seulement pour bien paraître? On pourra constater les réelles intentions du gouvernement quand on va étudier ce projet de loi en comité. Les experts seront-ils non seulement entendus, mais aussi écoutés? Va-t-on prendre tout cela en considération? Je vais quand même donner le bénéfice du doute au gouvernement, mais j'ai bien hâte de voir ce qu'on va faire avec tout cela.

Je vais faire un petit bilan du projet de loi C-32. D'abord, il élargit la définition de victime, afin d'inclure les dommages matériels, corporels et moraux, ainsi que les pertes économiques. Il clarifie aussi le fait que l'époux ou l'épouse d'une victime peut témoigner si la victime est décédée ou incapable d'agir d'elle-même, si la relation conjugale a duré au moins un an, bien entendu.

C'est quand même une bonne amélioration qu'il serait vraiment important de mettre en oeuvre.

Le projet de loi modifie également le système correctionnel et la mise en liberté sous condition pour donner aux victimes le droit de voir une photo d'un contrevenant au moment de sa libération, par exemple, car ce dernier peut avoir changé.

Il peut être éprouvant pour une victime de savoir que son agresseur se promène dans la rue sans qu'elle puisse savoir à quoi il ressemble et où il est rendu. Cela permet aussi d'obtenir des renseignements sur la situation du contrevenant, sur ses progrès par rapport à son plan correctionnel, ainsi que sur la date et ses conditions de remise en liberté.

À mon avis, ce sont des informations que la victime a le droit de connaître, et il faut vraiment que cela s'applique et qu'il y ait une façon de mettre tout cela en oeuvre.

Le projet de loi apporte aussi une amélioration intéressante:

Le texte modifie la Loi sur la preuve au Canada afin de préciser qu'une personne n'est pas inhabile à témoigner ni non contraignable pour le poursuivant pour la seule raison qu'elle est mariée à l'accusé [...]

Initiatives ministérielles

Le projet de loi C-32 crée également un mécanisme qui permet aux victimes de déposer une plainte auprès des ministères fédéraux ou provinciaux, si elle est d'avis qu'il y a une négation d'un droit qui lui est conféré par la Charte. Encore là, on constate qu'il n'y a aucune obligation légale pour les intervenants de mettre tout cela en oeuvre. Cela va-t-il donc véritablement se faire, et les victimes vont-elles pouvoir déposer des plaintes auprès des ministères sans s'encombrer d'une tonne de paperasse et d'avoir à entreprendre des manoeuvres légales incroyables?

On sait qu'une victime d'acte criminel est parfois dans un état de vulnérabilité et que sa situation peut être difficile à vivre. Aidera-t-on véritablement ces gens à faire ce qu'ils faut par rapport à cette question? J'ai bien hâte de voir cela.

Finalement, on codifie également le droit de rendre une ordonnance de dédommagement, et on précise que la suramende compensatoire pour les victimes doit être payée dans un délai raisonnable fixé par le lieutenant gouverneur de la province où elle est imposée.

J'aimerais qu'on précise en quoi consiste un délai raisonnable. Je sais que c'est un détail. Toutefois, cela ne l'est pas pour les victimes, car un délai raisonnable peut être de deux ans, de cinq ans ou même de six mois. Je pense qu'il serait important que les victimes aient ce genre de renseignement.

De toute évidence, on ne peut pas être contre la vertu. Nous appuyons ce projet de loi parce que les victimes ont besoin d'une charte qui les protège. Par contre, on peut douter de certains aspects. On ne retrouve pas dans le projet de loi les ressources nécessaires à l'application de ces mesures, et je veux les voir. Je veux voir comment on va mettre en oeuvre ce projet de loi, ainsi que savoir qui va y travailler et de quelle façon. C'est ce qu'il faut vraiment retrouver dans ce projet de loi.

Nous allons recevoir des experts en comité, et j'espère très sincèrement qu'on va prendre en compte ce qu'ils vont dire parce, contrairement à nous, ils travaillent sur le terrain. Nous verrons à ce moment-là si le gouvernement est ouvert à une réelle consultation, ou s'il tient à imposer un projet de loi de façon unilatérale et sans consultation dans l'unique but de bien paraître. Nous allons aussi voir si ce projet de loi répond réellement aux besoins ciblés par les experts, et surtout par les victimes.

Je répondrai avec plaisir aux questions de mes collègues.

• (1010)

M. François Pilon (Laval—Les Îles, NPD): Monsieur le Président, je félicite ma collègue de son très beau discours.

Elle dit qu'elle fait plus ou moins confiance au gouvernement dans la mise en oeuvre réelle de ce projet de loi. On est en 2014, et on sait que les élections ont lieu en 2015.

Ma collègue pense-t-elle qu'il s'agit au fond d'un leurre pour montrer que les conservateurs sont bons, étant donné qu'ils cherchent à protéger les droits des victimes, alors qu'en réalité, rien ne sera fait avant les élections?

Mme Marie-Claude Morin: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question très pertinente.

Ma plus grande inquiétude par rapport au projet de loi, c'est que des mesures qui ont été couchées sur papier ne concrétisent pas. C'est souvent ce que fait le gouvernement.

Le gouvernement veut-il écrire un projet de loi, l'imprimer et le mettre sur une tablette et dire par la suite, en 2015, qu'il y a une charte des victimes et s'attaquer alors à des gens vulnérables? Je ne sais pas si c'est son intention. Si c'est le cas, je trouve cela particulièrement

déloyal envers les citoyens canadiens. Je veux que l'on pose des gestes par rapport au projet de loi, et je pense qu'il est important que ce dernier soit réellement mis en oeuvre.

• (1015)

Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais poser des questions à ma collègue.

Croit-elle que la charte est davantage basée sur le processus judiciaire ou sur les aspects judiciaires de la victimisation? La dimension psychologique liée aux répercussions d'être victime d'un acte criminel a-t-elle été suffisamment explorée dans le projet de loi et dans l'élaboration de la charte?

Mme Marie-Claude Morin: Monsieur le Président, je remercie grandement ma collègue de ses questions.

À mon avis, lors de consultations, on oublie souvent de considérer l'aspect psychologique chez les personnes qui ont vécu des choses souvent assez incroyables. Comme je le disais plus tôt, je n'ai jamais été victime d'un acte criminel. N'ayant jamais vécu ce genre de situation, je ne peux donc pas vraiment en dire davantage.

Cela dit, c'est important de consulter ces gens quand on en a la possibilité. Il faut non seulement les entendre, il faut aussi les écouter. Il faut réellement prendre en considération ce qu'ils ont à dire et ce qu'ils ont vécu.

Mme Christine Moore: Monsieur le Président, ma collègue croit-elle qu'il aurait été pertinent de consulter davantage les gens, afin de déterminer comment on peut les aider à traverser ce qu'ils ont vécu? Selon elle, comment pourrait-on explorer cet aspect de la charte lors de l'étude en comité?

Mme Marie-Claude Morin: Monsieur le Président, en comité, on entendra notamment des experts judiciaires. S'il est possible d'entendre aussi les victimes, ce sera intéressant, si ces personnes en sont capables, bien entendu. Ce ne sera peut-être pas le cas, ce qui serait parfaitement compréhensible. Toutefois, on peut entendre des psychologues, des travailleurs sociaux ou des gens qui travaillent sur le terrain, qui connaissent le parcours des victimes. Ce serait intéressant.

Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD): Monsieur le Président, je suis heureuse de parler du projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois. Je tiens à préciser que nous allons appuyer ce projet de loi en deuxième lecture parce que nous croyons qu'il est important de l'étudier en comité. Cependant, nous ne donnons absolument pas un chèque en blanc au gouvernement. Tant que l'étude en comité ne sera pas terminée, je pense que plusieurs aspects de cette charte devront être précisés par des experts. C'est pourquoi nous tenons beaucoup à l'étude en comité. J'espère sincèrement pour les victimes qu'on prendra le temps de faire une très bonne étude en comité, qu'on sera ouvert à d'éventuels amendements proposés par l'opposition et qu'on prendra le temps de faire une étude non partisane. Lorsqu'on parle de victimes, je pense qu'il est particulièrement important de ne pas faire preuve de partisanerie excessive.

Initiatives ministérielles

Une chose me désole un peu. Le gouvernement conservateur, depuis son arrivée au pouvoir en 2006 en tant que gouvernement minoritaire, a parlé d'être *tough on crime*. Il a augmenté régulièrement les peines pour des infractions, il a imposé des peines minimales et a parlé des victimes. Toutefois, ce n'est qu'en 2014 qu'il a décidé de déposer la Charte canadienne des droits des victimes alors qu'il aurait pu le faire depuis 2006. Je crois qu'il est particulièrement désolant de voir qu'on attend la fin d'un mandat pour décider de travailler sur ce dossier.

Depuis que le gouvernement est en poste, il a proposé des lois de plus en plus sévères, comme si la seule chose que les victimes souhaitaient était de punir plus sévèrement les gens qui ont posé des gestes criminels. En ce qui concerne les victimes, je pense que différents aspects n'ont pas été explorés.

Tout d'abord, beaucoup d'aspects ne sont pas de nature judiciaire. Ils sont liés au processus et à la façon de les traiter, de les écouter et de les entendre. Une des premières choses que je pourrais mentionner est tout le processus de revictimisation ou d'enquête.

Prenons l'exemple d'une agression sexuelle. On vient de rentrer profondément dans l'intimité de quelqu'un. Dans le cadre du processus judiciaire visant à obtenir des preuves après l'agression, quand la personne va à l'hôpital, elle subit un examen. Il y a un kit pour les agressions sexuelles, un kit pour le viol.

Je suis infirmière. J'ai travaillé aux soins intensifs dans une urgence. J'ai reçu de la formation pour utiliser ce kit. Ce n'est pas agréable. Une personne vient d'être agressée et nous devons aller chercher des preuves physiques, matérielles. Pour être capable de trouver le coupable, on entre à nouveau dans son intimité alors qu'elle est dans un état psychologique très vulnérable. En faisant cela, on victimise un peu à nouveau cette personne. On comprend que ça fait partie du processus judiciaire, mais ce n'est pas facile à faire.

En ce qui a trait à la Charte canadienne des droits des victimes, il faut s'assurer que des fonds permettront de s'assurer que les personnes qui vont poser ce geste vont être suffisamment formées, vont avoir les outils leur permettant d'aider une personne dans une situation aussi triste.

Une autre chose n'est pas couverte par la Charte canadienne des droits des victimes. Il s'agit du droit d'être entendu, d'être cru et d'être écouté. Souvent, dans le cadre du processus d'enquête, que le geste soit grave ou pas, on pose des questions un peu tendancieuses. La personne a l'impression qu'on ne la croit pas, qu'on la croit responsable, qu'on l'accuse de trouver une excuse et d'inventer des histoires. C'est aussi très difficile à vivre pour une victime qui a vécu un événement traumatisant et qui a trouvé le courage d'en parler. Par exemple, elle peut avoir l'impression, que l'enquêteur l'accuse, pratiquement, d'avoir inventé toute cette histoire à cause de la façon dont il pose ses questions.

• (1020)

Cela devient intenable pour une victime. Or la charte n'aborde pas ce droit d'être entendu et reconnu, ce qui est dommage. C'est justement de cet aspect psychologique que je parlais dans les questions que j'ai posées à ma collègue de Saint-Hyacinthe—Bagot.

Cette charte est extrêmement liée au processus judiciaire. Dans certains cas, il n'y aura même pas de processus judiciaire parce qu'on n'aura jamais trouvé le coupable. Il y a beaucoup d'agressions sexuelles dont on ne trouve pas le coupable. Quand aucune accusation n'est portée, la victime n'est pas reconnue comme telle au sens de la loi parce que l'acte criminel n'a pu être prouvé. Il n'y a eu aucun processus. Il peut y avoir des marques évidentes de viol sur

le corps de la femme, mais comme il n'y a pas de coupable ni procès, elle n'est pas considérée comme une victime d'acte criminel.

Dans le cas d'autres victimes, on peut avoir trouvé le coupable, mais le manque de preuves peut empêcher les victimes de porter leur cause devant les tribunaux. Ces femmes ne seront pas reconnues comme des victimes, même si elles auront subi un acte criminel et un traumatisme. Elles ne seront pas couvertes par la charte des droits des victimes parce qu'il n'y aura pas eu assez de preuves pour porter leur cause devant les tribunaux.

Dans les autres cas où il y a un procès, le criminel peut être acquitté pour différentes raisons. Je n'entrerai pas dans tous les détails, mais il reste que la victime n'est pas reconnue comme telle alors qu'elle a subi un traumatisme psychologique. Elle vit avec les séquelles de cet acte jour après jour. Ça plus, ce n'est pas reconnu dans la charte des droits des victimes.

Il y a d'autres situations où les victimes ne sont pas reconnues comme telles. Je parle ici des cas où leur agresseur décède, par exemple lors d'un drame familial. Le père tue ses enfants et se suicide par la suite. Évidemment, il ne pourra subir un procès, de sorte que la victime ne sera pas considérée comme telle en vertu de la charte. C'est très malheureux.

Lorsque le projet de loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes sera étudié en comité, je recommande au gouvernement de prendre le temps de parler aux victimes. J'aimerais qu'il sorte du contexte judiciaire et qu'il examine la possibilité d'accorder des droits à des victimes qui ne seront pas considérées comme telles. Je parle des victimes qui ne porteront pas d'accusations criminelles et dont l'agresseur ne sera pas incarcéré, pour les différentes raisons que j'ai énumérées. Pourrait-on en tenir compte?

J'espère qu'en comité, nous prendrons le temps d'entendre des dirigeants d'organismes communautaires et des professionnels de la santé qui interviennent auprès des victimes d'actes criminels, afin de savoir comment nous pouvons aider ces dernières de façon globale. Il faudrait que la charte reconnaisse aux victimes leur droit d'être entendues, plutôt que d'être uniquement liée à un processus judiciaire.

Il restera encore beaucoup de travail à faire lors de l'étude en comité, et nous le ferons. J'espère sincèrement que le gouvernement conservateur prendra le temps de faire cette étude sérieusement.

• (1025)

M. Denis Blanchette (Louis-Hébert, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais remercier ma collègue de la précision de son intervention. Elle a vraiment été une chirurgienne à l'égard de ce projet de loi.

Elle a dit une chose qui me touche beaucoup, à savoir qu'au cours du processus, il faudrait qu'une consultation plus large soit tenue. Elle a commencé à décrire comment elle envisageait cette consultation plus large qui permettrait un soutien plus inclusif des victimes.

J'aimerais qu'elle nous en dise un peu plus sur la façon dont elle voit le soutien aux victimes, dans le cadre du comité.

Mme Christine Moore: Monsieur le Président, dans le cadre de l'étude du comité, il serait essentiel d'entendre des professionnels de la santé, de première et de deuxième ligne. Dans bien des cas, ces professionnels interviennent à l'urgence, lorsque les victimes arrivent, que ce soit à la suite d'une agression ou d'un accident de la route. Il peut s'agir de différentes situations.

Initiatives ministérielles

Il serait important que ces intervenants de première ligne ainsi que des policiers viennent nous parler de la façon dont ils interviennent auprès de ces personnes, qu'ils nous décrivent la réalité des faits, par exemple lorsqu'une mère en pleurs sort de la maison et les serre dans ses bras. Il faut savoir comment intervenir, s'assurer que ces personnes ont des droits et qu'elles sont bien encadrées. À mon avis, ça va valoir la peine.

Il serait aussi intéressant, dans le cadre de l'étude du comité, que des victimes témoignent, si elles s'en sentent capables. Je pense en particulier à des victimes qui n'ont pas pu bénéficier d'un procès, pour les diverses raisons suivantes, que j'ai déjà énumérées: parce que la personne qui a commis les actes est décédée, soit parce qu'elle s'est suicidée après avoir commis son acte ou parce qu'elle est morte lors de l'intervention policière visant à l'arrêter. Il y a aussi les cas où l'individu qui a commis le crime n'a pas été retrouvé et ceux où l'on a dit à la personne que son histoire semblait véridique, mais que pour le moment, il n'y avait pas suffisamment de preuves pour porter des accusations.

J'aimerais que ces personnes puissent exprimer leur opinion et parler de leur expérience de façon à ce qu'on en tienne compte et que la charte des victimes ne s'applique pas uniquement à certaines victimes qui correspondent aux définitions et cadrent avec un projet de loi bien précis.

• (1030)

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Monsieur le Président, je remercie ma collègue d'Abitibi—Témiscamingue pour ses propos fort éclairants.

J'aurai moi-même à me prononcer sur ce projet de loi plus tard, et j'avoue aborder le sujet avec un mélange d'espoir, de scepticisme et, peut-être même, de peur de la désillusion.

On remarque que, depuis huit ans, le gouvernement conservateur se targue d'être le champion de la défense des victimes. On l'a vu lors de séances de photos et de conférences de presse. Bien qu'il y ait dans ce projet de loi de bonnes orientations, que j'appuierai très certainement, il semble qu'il y ait loin de la coupe aux lèvres, un écart entre les objectifs visés et les moyens mis en oeuvre pour les atteindre.

Je voudrais savoir si ma collègue a la même perception que moi, si elle craint elle aussi que des illusions soient créées et que les victimes soient déçues à la fin du processus.

Mme Christine Moore: Monsieur le Président, la meilleure façon dont je puisse répondre à mon collègue est de citer les propos d'une mère dont l'enfant a été assassiné. On a pu entendre son témoignage aux nouvelles de la CBC le 3 avril 2014. Cette personne, qui s'appelle Lori Triano-Antidormi, a exprimé certains doutes quant à l'efficacité du projet de loi.

Selon Lori Triano-Antidormi, ce projet de loi risque de créer de faux espoirs chez les victimes. Cette dame a non seulement été victime d'un crime, mais, en tant que psychologue, elle aide également les autres à s'en sortir. Elle a dit ce qui suit:

Ce qui me préoccupe, c'est le fait d'accorder plus de place aux victimes dans un système très accusatoire. À l'heure actuelle, les victimes n'ont aucun rôle à jouer dans le verdict, à moins qu'elles soient également des témoins. C'est la Couronne qui a le dernier mot. Les modifications proposées par le gouvernement ne feraient qu'alimenter le désir de vengeance. D'un point de vue psychologique, cela ne facilite pas le processus de guérison des victimes.

Pour une victime, dans bien des cas, ce n'est pas tant sa peine qui est importante; c'est surtout le désir que la personne ayant commis l'acte comprenne la peine et le mal qu'elle lui a fait. Or aucun système de justice ne peut arriver à cela. La personne peut écop

d'une peine de 25 ans de prison plutôt que de 15 ans, mais si elle continue à se braquer, à rester dans sa coquille et à ne pas comprendre les torts qu'elle a causés, ce ne sera pas aussi complet.

M. Denis Blanchette (Louis-Hébert, NPD): Monsieur le Président, le projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois est un essai — et je dis bien un essai — pour donner un meilleur soutien aux victimes. Je ne suis pas avocat ni spécialiste de la santé. Aussi, permettez-moi, monsieur le Président, de rester au niveau des principes. Vous comprendrez pourquoi un peu plus tard.

Le soutien aux victimes ne doit pas se conjuguer à la revanche ou à la vengeance. Ce n'est pas juste un processus judiciaire centré autour de la relation entre la victime et le criminel. Je comprends qu'il faut une meilleure place pour la victime dans le processus judiciaire, mais se contenter de cela, ce serait comme avoir un corps sans bras ou sans jambe. Ce n'est pas complet en soi.

En fait, à mon avis, une charte des victimes doit également, et surtout, soutenir les gens qui ont besoin d'être accompagnés. C'est la meilleure chose que l'on peut faire. Il faut offrir une approche holistique autour du soutien de la victime. Or présentement, je vois juste un morceau du casse-tête avec le projet de loi actuel.

Aider les victimes, ce n'est pas juste énoncer de beaux mots pour se faire du capital politique, pour bien paraître, pour faire une belle photo. Ce n'est pas cela du tout. Il faut arrêter de se mettre à l'avant-plan devant les caméras et laisser la place aux gens qui ont besoin d'être accompagnés dans un processus qui, je le répète, est toujours pénible. Donc, ce n'est pas une question d'utiliser de beaux mots, mais une question d'action.

Pour citer quelques exemples à l'appui de cela, l'Association québécoise plaidoyer-victimes disait ceci, le 3 avril dernier:

Renforcer les droits des victimes dans les procédures pénales est certes nécessaire. Mais il ne faut pas pour autant occulter leurs droits sociaux, ceux qui donnent accès à l'aide, à l'indemnisation et aux programmes leur permettant de faire face aux multiples conséquences du crime.

Déjà ici, juste avec l'Association québécoise plaidoyer-victimes, on a déjà cette approche holistique dont je parlais tout à l'heure.

Je pourrais citer également M. Sheldon Kennedy, le joueur de hockey que tout le monde connaît. Il disait entre autres ce qui suit:

[le] processus qui vise à améliorer l'encadrement des victimes n'est pas seulement en ce qui concerne le processus judiciaire, mais aussi par rapport à la compréhension du tort qui a été causé aux victimes.

Il parlait également de la façon dont on pouvait les accompagner pour les soulager et, dans la mesure du possible, les aider à revenir à une vie saine et normale.

Enfin, qu'on me permette de citer Andrew Swan, procureur général du Manitoba. Il disait ceci:

Nous ne voulons pas que le fédéral établisse des lois, dise qu'il a fait sa part et s'en lave les mains.

Cela ressemble à cela, mais enfin!

Si le gouvernement ne crée pas d'organe pour exécuter ce projet de loi [...] alors il s'agit d'un projet de loi vide.

Initiatives ministérielles

Ce qu'on dit fondamentalement, c'est qu'il est important qu'on soutienne non seulement les victimes au niveau du processus judiciaire et qu'on l'encadre mieux, mais également qu'il y ait cette réflexion. D'ailleurs, ma collègue d'Abitibi—Témiscamingue l'a fort bien souligné dans son discours. Il faut également soutenir les victimes tout au long d'un processus qui est, il faut le dire, pénible. Il n'y a jamais rien d'agréable à cet égard. Ce que nous disons, c'est qu'il ne faut pas gratter la blessure, il faut penser à la guérison. C'est ce qui est important et c'est un aspect majeur.

Je suis surpris qu'après toutes ces années de discours de la part du gouvernement en ce qui concerne l'aide aux victimes, on n'ait pas été plus loin dans la réflexion sur la façon de les accompagner à l'extérieur du processus judiciaire. On n'en est encore que là. Mes collègues ont mentionné les améliorations qui sont nécessaires en ce qui concerne le soutien dans le processus judiciaire.

● (1035)

Je ne comprends pas qu'on n'ait pas évalué cela plus largement, après avoir parlé de cette situation pendant toutes ces années.

Il faut également se souvenir que le gouvernement fédéral n'est pas seul dans la barque. Les provinces, ses partenaires essentiels en matière de justice, y sont également. Tout le monde doit ramer de la même façon, c'est-à-dire qu'on doit avoir une approche collective et collaborative entre le fédéral et le provincial pour soutenir les victimes. J'espère que le ministre va aborder la question de cette façon. Sinon, on n'aura que le programme d'un parti politique plutôt qu'une réelle volonté de soutenir les victimes.

Il faut également que la consultation soit la plus large possible. Il n'est pas question d'aller trop vite, il faut bien faire les choses. Que ce soit les victimes, les experts, les gens du système de la santé ou les citoyens en général, il est important que tous et chacun puissent participer à cette discussion qui nous amènera à mieux encadrer le soutien aux victimes.

Si le gouvernement a la volonté de faire cette large consultation, ce Parlement aura fait quelque chose de noble. Ceci n'est pas un débat strictement partisan où le gouvernement et nous sommes opposés. Fondamentalement, il s'agit de savoir comment soutenir de notre mieux des gens ayant vécu une expérience traumatisante. C'est le cœur du débat. Voulons-nous réellement tous ensemble aider ces gens de la meilleure façon?

C'est pourquoi je demande au gouvernement d'être ouvert à faire cette large consultation, afin d'entendre tous ceux qui ont des choses à dire et d'améliorer ce projet de loi. L'étape du comité parlementaire pourrait être une excellente occasion de le faire et de transformer un premier jet afin qu'il profite réellement aux victimes. Cela me semble essentiel.

Par ailleurs, on ne peut pas soutenir les gens qu'avec des principes. Un jour, il faudra investir de l'argent. On ne peut pas dire qu'on va les aider en se reposant uniquement sur sa bonne volonté. De nombreux organismes communautaires bénévoles soutiennent ces gens-là. Il faut aussi soutenir ceux qui soutiennent. Il faudra des sous pour être en mesure de passer à l'action.

J'aimerais également qu'on s'engage à cet égard en précisant la façon dont on veut aider ces gens. Peut-on aller jusque là? Comment appuie-t-on cette mesure? C'est l'essentiel. Si on ne va pas jusqu'à définir la façon d'apporter ce soutien et cette collaboration, on n'arrivera jamais à une solution viable. Or c'est ce que les victimes souhaitent.

En conclusion, le gouvernement, et par extension, ce Parlement, n'ont pas le droit de décevoir les victimes avec un projet de loi mal

ficelé. Nous allons appuyer le projet de loi à l'étape de la deuxième lecture, parce qu'il faut absolument qu'il soit bonifié. Malgré notre expérience des dernières années, nous avons gardé notre côté optimiste, de ce côté-ci de la Chambre, et nous espérons que nous pourrions tous ensemble bonifier le projet de loi dans l'intérêt des victimes.

● (1040)

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Louis-Hébert de sa présentation.

J'avoue avoir un peu plus de difficulté que lui à être optimiste quant à la suite des choses. La raison se retrouve dans la question que je lui poserai, bien que je sache qu'il n'est pas avocat. Je ne le suis pas non plus, mais peut-être qu'à nous deux, nous trouverons la lumière.

À la lecture du projet de loi C-32, dans l'état actuel des choses, on réalise qu'il ne contient aucune obligation légale pour le système judiciaire de respecter les différentes règles de la charte. C'est ce qui met un voile sur mon optimisme. Au moins une mesure de base devrait y figurer. J'ai l'impression que l'ensemble des témoins que nous entendrons en comité parlera de l'obligation que cette clause figure au projet de loi. Après huit ans de travail, elle n'y est toujours pas.

N'a-t-il pas le sentiment que l'on crée, une fois de plus, de faux espoirs ou des images qui ne seront pas appliquées au quotidien?

● (1045)

M. Denis Blanchette: Monsieur le Président, je remercie de sa question le député de Trois-Rivières, qui tient toujours des propos très justes.

Collectivement, on n'a pas le droit de rendre les victimes cyniques face au processus politique en cours. On n'en a tout simplement pas le droit. Chacun d'entre nous désire qu'il y ait un meilleur encadrement du soutien aux victimes. Tout le monde le souhaite. Évidemment, on peut ne pas être d'accord sur la façon de faire.

Le gouvernement a beaucoup parlé des victimes, et les députés de ce côté-ci de la Chambre sont d'accord pour offrir un meilleur soutien à ces dernières. Comme je l'ai dit dans mon discours, selon moi, le projet de loi n'est qu'un point de départ. Il doit vraiment être transformé grâce à l'écoute des besoins de tous et chacun et grâce à notre sincère volonté d'aider réellement les victimes. Si on n'adopte pas cette attitude, si on est borné et si on ferme les yeux pour ne pas voir des pans complets de la solution, le député de Trois-Rivières aura malheureusement raison. Toutefois, dans ce cas-ci, j'aimerais bien qu'il ait tort.

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Monsieur le Président, c'est vraiment sur la pointe des pieds que je m'avance pour prendre la parole au sujet du projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois. Je le ferai sur la pointe de pieds parce que j'ai un respect et une admiration sans bornes pour la résilience des victimes d'actes criminels. C'est pour cette raison que nous n'avons pas le droit, en tant que parlementaires canadiens, de rater notre coup en laissant croire ou espérer aux victimes des avenues que la loi ne réaliserait pas.

Initiatives ministérielles

D'entrée de jeu, je vais appuyer ce projet de loi en deuxième lecture afin qu'il soit étudié en comité, où de nombreux experts beaucoup plus compétents que moi viendront apporter leur éclairage. Cela permettra de bonifier ce projet de loi qui, au dire de plusieurs, comporte déjà des lacunes que nous nous devons de corriger avant qu'il ne devienne force de loi. Il serait d'ailleurs gênant que le projet de loi C-32 devienne force de loi en n'ayant pas la force de ce qu'il avance.

À cet égard, j'exprime mon malaise face à la stratégie des conservateurs. Ils ont mis huit ans à accoucher de leur proposition bien imparfaite, mais pendant toute ce temps, ils cherchaient à obtenir du capital politique à coups de conférences de presse et de séances de photos.

De son côté, le NPD a toujours appuyé les droits des victimes. Nous continuerons de mener des consultations avec des groupes de victimes et des spécialistes afin de déterminer comment nous pouvons réellement aider les victimes. S'il est vrai qu'il est judicieux de créer une Charte canadienne des droits des victimes, il faut aussi y joindre les ressources nécessaires pour passer du vœu pieux à une application concrète. Or au moment où l'on en débat, le projet de loi C-32 n'en fait pas mention. Si l'on dit que le diable est souvent dans les détails, les ressources ne me semblent pas être tout à fait de l'ordre du détail. J'ai donc une crainte légitime que ce projet de loi ne constitue davantage un brassage d'air ou une nomenclature d'énoncés de principes qu'un réel désir de soutenir les victimes.

Bon nombre de personnalités qui oeuvrent auprès des victimes partagent d'ailleurs mes craintes. Je vais citer à titre d'exemple M. Steve Sullivan, premier ombudsman des victimes d'actes criminels, qui accuse le ministre de la Justice de ne pas avoir été à la hauteur des promesses qu'il avait faites. Dans une entrevue accordée à CBC News le 3 avril dernier, il disait que c'était un bon projet de loi en soi, mais que le principal problème, c'était que le ministre de la Justice avait promis de placer les victimes au coeur du système judiciaire et que ce n'était pas le cas. Il a dit être inquiet du fait que bon nombre de victimes ne liront pas les détails du projet de loi mais seulement les manchettes, ce qui les portera à penser que le système a fondamentalement changé alors que ce n'est pas le cas.

Nous partageons les inquiétudes de M. Sullivan et nous ferons tout en notre pouvoir pour que le projet de loi atteigne les buts visés.

Je pourrais citer des dizaines d'autres témoignages de gens inquiets de voir que, dans l'état actuel des choses, le projet de loi C-32 ne semble pas pouvoir répondre aux attentes.

Notre travail et notre objectif principal en comité sera de nous assurer que la Charte canadienne des droits des victimes s'intègre bien au système judiciaire canadien et réponde aux attentes et aux recommandations faites par les victimes.

À l'intention de celles et ceux qui nous suivent, je vais résumer ces recommandations en neuf points simples et faciles à comprendre: une déclaration exécutoire et utilisable; des ressources et des services intégrés, accessibles et simples dotés de normes minimales pour l'ensemble du pays; une définition inclusive de la victime englobant toutes les personnes qui subissent un crime au Canada; des droits équitables, respectueux et individualisés; une voix et la qualité pour agir; un droit à l'information; une protection et un soutien financier; un soutien et des ressources psychologiques; enfin, une possibilité limitée pour les délinquants de tirer profit de leurs crimes ou de récidiver.

Le menu est ambitieux, j'en conviens. À première vue, il faut bien reconnaître que le projet de charte répond à certaines de ces demandes. Par exemple, il élargit la définition de victime d'acte

criminel et il codifie le droit des victimes à l'information, à la protection, à la participation et au dédommagement.

• (1050)

Toutefois, rien dans cette charte ne crée d'obligations pour les autres intervenants du système judiciaire. La charte inclut seulement un accès possible à un mécanisme assez flou de plaintes au sein des ministères, agences ou organismes fédéraux qui jouent un rôle dans le système de justice lorsque les droits des victimes ont été enfreints.

Comme dans plusieurs autres projets de loi des conservateurs, les moyens ne semblent pas suivre les intentions. Ainsi, aucun montant spécifique ne semble être alloué à ce jour pour mettre en place ces mécanismes d'examen des plaintes ou pour aider les provinces à ce sujet. La charte prévoit également des clauses limitatives stipulant que les droits proposés doivent être exercés de façon raisonnable.

« Raisonnable », voilà bien le genre de termes ambigus qui sème la confusion et qui, malheureusement, fait la marque de commerce des conservateurs. On l'a vu dans d'autres projets de loi. Je pourrai citer au passage la notion d'emploi convenable, qui crée bien des maux de tête dans l'application du nouveau régime d'assurance-emploi, par exemple. Les conservateurs semblent être passés maîtres dans l'ajout de ces termes flous et volontairement non définis qui sèment la confusion et octroient au gouvernement tout droit de retrait face à ses propres engagements au moment où la soupe devient trop chaude.

Voilà pourquoi nous souhaitons qu'ait lieu une étude en comité, où le projet de loi sera décortiqué article par article sous les yeux de spécialistes nettement plus qualifiés que votre humble serviteur. Voilà la principale raison pour laquelle j'appuierai ce projet de loi en deuxième lecture pour que nous puissions faire sérieusement ce travail d'étude.

Nous osons espérer que la partisanerie cédera la place à une recherche effective des meilleures solutions en vue d'offrir aux victimes plus que de l'espoir, mais bel et bien des moyens d'agir et des ressources pour le faire.

Je vous avais promis de revenir, monsieur le Président, sur quelques témoignages de gens qui font état de leurs craintes face au projet de loi C-32. Je tiens donc ma promesse dans le but de mettre la table sur les questions auxquelles nous devrons trouver des réponses en comité.

Qu'on me permette de citer au passage Mme Lori Triano-Antidormi, mère d'une victime assassinée et psychologue de formation. Elle passe non seulement au travers de son propre drame, mais aide d'autres victimes à passer au travers de leurs épreuves. Elle nous dit, et je la cite: « Ce projet de loi risque d'amener les victimes à se faire de faux espoirs. » Espérons que nous pourrons lui démontrer qu'elle a eu tort de craindre cela.

Pour sa part, l'Association québécoise plaidoyer-victimes, bien qu'elle accueille favorablement elle aussi le projet de loi, nous rappelle que cette charte ne sera efficace que dans la mesure où les mécanismes relatifs aux recours pour les victimes seront véritablement accessibles et que des ressources seront allouées pour y arriver.

Plus cinglant encore, je pourrais citer l'avocat spécialisé en droit criminel, M. Frank Addario, qui disait ceci:

L'objectif du gouvernement est de donner l'impression qu'il sévit contre le crime, alors qu'il sait que ces mesures auront peu d'effets réels.

*Déclarations de députés***DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS***[Traduction]***LA MARINE ROYALE CANADIENNE**

M. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole aujourd'hui à la Chambre pour souhaiter à la Marine royale canadienne, et en particulier aux sous-marinières de notre marine, un joyeux anniversaire pour 100 ans de service au Canada.

La semaine dernière, j'ai eu l'honneur de représenter le ministre de la Défense nationale à Halifax pour l'inauguration de la nouvelle installation de maintenance de sous-marins, un investissement de 52 millions de dollars de la part du gouvernement qui permettra d'assurer la maintenance des sous-marins de la classe Victoria.

L'installation a été nommée en l'honneur du capitaine Bernard Leitch Johnson, un pionnier du service sous-marin ici au Canada, et ancien combattant des Première et Seconde Guerres mondiales ayant reçu l'Ordre du service distingué pour avoir sauvé son équipage après l'explosion d'une mine.

Le courage et le service de notre marine demeurent encore à ce jour. J'aimerais faire mention de mon camarade de classe, le lieutenant Chris Saunders, qui est mort au service du Canada à bord du NCSM *Chicoutimi* en 2004, au large de l'Irlande.

Le service et le sacrifice de nos sous-marinières est apprécié et admiré. Je leur souhaite un code Dolphin 38 et, de la part d'un ancien navigateur de Sea King, un code Dolphin 25B. Les sous-marinières sauront ce que cela signifie.

Ils sont prêts, toujours prêts pour le Canada, et je les remercie de leur service.

* * *

• (1100)

*[Français]***LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA**

M. Denis Blanchette (Louis-Hébert, NPD): Monsieur le Président, la session parlementaire tire à sa fin et je suis fier du travail qui a été accompli pour Louis-Hébert. Dépôt de pétitions, discours, déclarations, interpellations, questions à la Chambre et interventions en comité m'ont permis de défendre les intérêts de mes concitoyens.

Pensons à l'entretien du pont de Québec, au financement de l'anneau de glace, au maintien du service postal à domicile, aux finances publiques, à l'administration publique, à la recherche fondamentale, à Radio-Canada, et j'en passe.

Tout au long de cette session, j'ai été et nous avons été collectivement présents, et ce, sans négliger le travail en circonscription où on a rencontré des milliers de citoyens, individuellement ou en groupe, au sein des milieux communautaire, éducatif et entrepreneurial. Nous les accompagnons autant dans la recherche de solutions à leurs problèmes que dans la réalisation de leurs rêves.

J'aimerais aussi souligner le travail remarquable de mon équipe, de mes collègues ici présents, aux talents divers et exceptionnels, ainsi que, celui de notre chef, qui démontre que par la solidarité et la persévérance, nous pouvons faire de la politique autrement, en mettant le citoyen au cœur de nos préoccupations.

En somme, on voit bien que dans l'ensemble des citations que j'ai choisies, le spectre est large. Tout le monde a envie de donner la chance au coureur pour faire en sorte que ce projet voit le jour et réponde vraiment aux attentes qu'il a créées avec, cependant, une certaine dose de scepticisme et de crainte. Ces trois exemples montrent bien le défi qu'est le nôtre et la responsabilité qu'a le gouvernement d'être véritablement attentif et ouvert aux suggestions qui lui seront faites en comité.

Si le passé est garant de l'avenir, cela n'augure rien de bon puisque les conservateurs se sont maintes fois montrés fermés, voire bornés, lorsque l'on questionne leurs propositions ou leurs façons de faire.

Espérons sincèrement que dans le cas du projet de loi C-32, nos sensibilités personnelles face aux drames que vivent les victimes nous permettront de nous rejoindre en qualité d'humains compatissants, au lieu de nous diviser à titre de politiciens teintés par nos couleurs respectives.

• (1055)

Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours toujours très humaniste.

Cela fait déjà huit ans que nous attendons ce projet de loi et que le gouvernement se traîne les pieds pour offrir quelque chose de significatif aux victimes. Pourtant, à l'heure actuelle, on travaille sur un projet de loi qui est plein de lacunes, surtout au niveau du soutien financier accordé aux victimes. On sait que 83 % des frais sont encore sous la responsabilité des victimes. C'est donc un double discours car le gouvernement ne fournit pas vraiment d'aide financière. Dans ce projet de charte, il n'y a pas non plus de processus légal pour pouvoir tenir compte des plaintes qui sont enregistrées par les victimes.

Qu'en pense mon collègue? Qu'est-ce que le gouvernement aurait dû faire pour pouvoir vraiment améliorer ce projet de charte des victimes?

M. Robert Aubin: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

J'aurais pu aisément me lancer dans une charge à fond de train sur toutes les étapes préparatoires qui ont mené à ce vote à l'étape de la deuxième lecture. Toutefois, j'ai choisi délibérément de ne pas le faire, parce que ce projet de loi devrait, de loin et parmi plusieurs autres, dépasser la partisanerie. On peut critiquer les huit années qu'ils ont pris avant d'en accoucher, mais le projet de loi est là.

Ma retenue est liée à cette espèce d'ouverture que j'espère aussi voir de la part des députés du côté ministériel. Avec cette ouverture, nous pourrions enfin travailler ensemble, et envoyer non seulement un message positif à toutes les victimes, mais à l'ensemble des citoyens canadiens, qui en ont ras-le-bol de la façon dont les parlementaires travaillent. Nous aurions tout intérêt à envoyer un message positif selon lequel on est capable de solutionner un problème quand on travaille ensemble.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Il restera trois minutes pour la période des questions et observations lorsque la Chambre reprendra le débat concernant cette question de l'honorable député de Trois-Rivières.

Déclarations de députés

[Traduction]

LA RECONNAISSANCE DES ÉTATS DE SERVICE

M. Joe Daniel (Don Valley-Est, PCC): Monsieur le Président, les gens de la circonscription, Don Valley-Est, mon parti et moi-même tenons à féliciter l'agent Mike Buzzetti, qui prend cet été sa retraite après 30 ans au sein des Services de sécurité de la Chambre des communes.

Pour bon nombre d'entre nous, l'agent Buzzetti est la figure amicale qui nous accueille chaque jour à notre arrivée et qui prend le temps de nous saluer et d'échanger quelques mots chaque fois que nous traversons la guérite.

La passion de l'agent Buzzetti pour son travail et pour l'histoire du Parlement est manifeste pour tous ceux qu'il a guidés dans l'édifice.

Félicitations pour cette retraite bien méritée, bonne chance et bien des années de bonheur!

* * *

L'EXPO LABRADOR

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, le Labrador regorge de débouchés et il est prêt à brasser des affaires. La semaine prochaine, des gens de partout au pays et d'ailleurs dans le monde se réuniront à Happy Valley-Goose Bay dans le cadre de l'Expo Labrador, notre grande vitrine de la valorisation des ressources.

Depuis d'exceptionnels projets novateurs de développement énergétique jusqu'aux nouvelles mines de fer, le Labrador mise sur tous les tableaux. Pour ma part, je profiterai de l'Expo Labrador pour faire la part belle aux nouvelles infrastructures. Après tout, l'industrie minière a besoin d'un réseau ferroviaire élargi et d'un nouveau port, sans compter que les entreprises et les résidents gagneraient à être reliés à un réseau à fibre optique.

Ce sont là autant d'éléments nécessaires à une région progressiste. Je tiens à souligner le travail de la Labrador North Chamber of Commerce, en particulier de Julianne Philpott et Brian Fowling, qui ont organisé cet événement exceptionnel au nom de tous les Labradoriens.

* * *

LE PRIX DES GRANDS HÉROS DU FOYER

M. Rick Norlock (Northumberland—Quinte West, PCC): Monsieur le Président, Community Care Northumberland, un organisme sans but lucratif, se fait un devoir de travailler à devenir le meilleur organisme de soutien communautaire bénévole du comté de Northumberland et d'aider ceux qui reçoivent ses services à avoir une meilleure qualité de vie en renforçant leurs liens avec la collectivité.

La division de Port Hope de l'organisme a récemment reconnu les efforts de six héros locaux en leur remettant le prix des grands héros du foyer.

L'un de ces héros est le jeune Kameron Cross, 12 ans, de Garden Hill, mis en candidature pour le courage avec lequel il soutient son père, atteint de sclérose en plaques et confiné à un fauteuil roulant. Andrew aide son père dans les tâches de tous les jours, les sorties et les petites choses du quotidien que nous tenons pour acquises.

Ce jeune homme d'exception sert sa famille avec une générosité, une bonté et un dévouement indéfectibles et veille à ce que son père participe à la vie de la famille et de la collectivité.

Je félicite tous nos héros du foyer, tous ceux qui travaillent dans l'ombre afin que chacun puisse jouir des mêmes possibilités et avoir une vie intéressante.

* * *

● (1105)

[Français]

LA FÊTE DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Monsieur le Président, à quelques heures de la levée de nos travaux à la Chambre, j'aimerais, au moyen de cette déclaration, souhaiter à tous les députés du Québec et, par leur entremise, à toutes les Québécoises et à tous les Québécois une très joyeuse fête nationale.

Que nous choissions de participer à un grand rassemblement, à une fête de quartier ou de vivre la fête entre amis ou en famille, profitons de ce temps d'arrêt pour dire à nos proches combien nous les aimons. Ainsi, nous ferons nôtre les mots de notre poète national, Gilles Vigneault, lorsqu'il chante *Gens du pays*:

Le temps que l'on prend pour dire « Je t'aime »
C'est le seul qui reste au bout de nos jours.

Je salue avec la même chaleur tous les francophones du Canada qui, du Yukon à l'Acadie, soulignerons la Saint-Jean-Baptiste, le 24 juin. Que cette francophonie qui m'est chère accueille également tous les francophiles d'ici et d'ailleurs, afin de partager les valeurs que nous chérissons.

Que cette fête qui soulignait jadis le solstice d'été soit pour chacun le coup d'envoi d'un été radieux où repos, vacances et joie de vivre seront au rendez-vous.

Bonne fête nationale, ou bonne Saint-Jean-Baptiste, à tous!

* * *

[Traduction]

LE FESTIVAL HAÏTI EN FÊTE

M. Royal Galipeau (Ottawa—Orléans, PCC): Monsieur le Président, la huitième édition du Festival Haïti en Fête se tiendra du 18 au 20 juillet à l'île Pétrie, un joyau méconnu de la belle ville d'Orléans.

[Français]

[Le député s'exprime en créole ainsi qu'il suit:]

Festival Haïti en Fête, c'est ou célébration impôtante dé diversité kiltirelle nan pays nou an.

[Français]

C'est une initiative de Kombite Outaouais, un organisme créé en 2007 par Pierre-Richard Fidelia, Edy Joachim et Michel Paisible. C'est avec plaisir que je les remercie de mieux faire connaître la culture haïtienne et celle des minorités raciales francophones de l'Ontario.

[Traduction]

Au programme: de la musique, une journée de soccer, un barbecue et bien plus encore.

Le gouvernement du Canada est très heureux de contribuer au financement de ce festival année après année. J'aimerais aussi souligner la contribution extraordinaire du conseiller municipal Bob Monette à la popularité de cet événement.

[Français]

Orléanais, Orléanaises et tout le monde de la région de la capitale nationale, c'est un rendez-vous.

Monsieur le Président, je vous dis plus que merci beaucoup, je vous dis *mèci en piles*.

* * *

[Traduction]

LE RECRUTEMENT DES JEUNES PAR LES ORGANISATIONS CRIMINELLES

M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC): Monsieur le Président, c'est avec une grande fierté que j'annonce aujourd'hui que le projet de loi C-394, que je parraine, permettra de mieux protéger les jeunes que les gangs de rue cherchent à recruter. Il a reçu la sanction royale hier et est maintenant devenu loi.

Cette nouvelle loi permet aux forces de l'ordre de lutter contre les gangs de rue, qui connaissent une croissance rapide au Canada. Les criminels qui tentent de recruter d'innocents Canadiens dans des gangs seront désormais passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant atteindre cinq ans.

Je suis renversé par l'appui que des Canadiens de tout le pays ont manifesté à l'égard de ce projet de loi.

Nous savons tous qu'il est assez rare qu'un projet de loi d'initiative parlementaire soit adopté et devienne loi. Depuis 1910, à peine 250 projets de loi d'initiative parlementaire ont été adoptés et je suis très honoré que mon projet de loi ait reçu un appui aussi formidable.

Moi qui suis père de trois enfants dont je suis très fier, je suis absolument ravi de l'adoption de ce projet de loi. Je sais qu'il permettra de mieux protéger nos enfants et de punir les individus qui veulent leur faire du tort en les faisant sombrer dans la criminalité.

* * *

[Français]

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DANS HULL—AYLMER

Mme Nicole Turmel (Hull—Aylmer, NPD): Monsieur le Président, après la Soupière de l'amitié de Gatineau et Centraide Outaouais, c'est au tour d'Entraide familiale de l'Outaouais de lancer à la population un appel à l'aide.

Les compressions irresponsables des conservateurs dans la fonction publique ont mis en péril l'économie de notre région. La situation est telle que certaines familles qui étaient en mesure de donner par le passé doivent aujourd'hui avoir elles-mêmes recours au service de ces organismes.

Dans ce contexte, Centraide Outaouais a dû diminuer de 300 000 \$ sa contribution au 68 organismes qu'elle dessert. Cela veut dire 300 000 \$ de moins pour les familles les plus démunies de notre région.

La situation est grave, mais nos organismes sont extraordinaires. Malgré toutes les difficultés, ils font toujours plus avec toujours moins. Ils travaillent sans relâche et avec passion. Les gens de l'Outaouais sont généreux. Dans les moments difficiles, nous savons nous serrer les coudes.

Déclarations de députés

Aujourd'hui, je lance donc moi aussi un appel à l'aide, au nom de nos organismes communautaires. Qu'il s'agisse d'un don en argent ou d'un don de temps, nous pouvons tous poser un geste de solidarité.

Par la même occasion, j'aimerais également souhaiter un bel été à mes concitoyens et concitoyennes d'Hull—Aylmer.

* * *

[Traduction]

LES ANCIENS COMBATTANTS AUTOCHTONES

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de rendre hommage aux Autochtones, hommes et femmes, qui servent le Canada.

Le patrimoine militaire canadien s'est enrichi de la contribution des anciens combattants autochtones qui, dans tous les grands conflits où le Canada a été appelé à intervenir, se sont fièrement portés volontaires au nom de notre pays.

Durant les guerres et les opérations de soutien de la paix du XX^e siècle, des milliers d'hommes et de femmes autochtones ont servi dans toutes les branches et à tous les rangs de l'armée canadienne.

Aujourd'hui, nous nous remémorons les sacrifices consentis par les anciens combattants canadiens autochtones et rendons hommages aux plus de 500 d'entre eux qui ont donné leur vie durant les Première et Seconde Guerres mondiales et la guerre de Corée.

Nous les remercions au nom de tous les Canadiens. N'oublions jamais.

* * *

●(1110)

[Français]

LE PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

Mme Isabelle Morin (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, NPD): Monsieur le Président, jamais un gouvernement n'aura montré autant de mépris envers notre démocratie que ce gouvernement conservateur.

Il aura imposé un bâillon à la Chambre plus de 76 fois pour s'assurer d'adopter au plus vite des projets de loi comme la « déforme » électorale qui sapent les fondements de notre démocratie.

Averti par Élections Canada des dangers de sa réforme, il s'en prend à son directeur général. Giflé par la Cour suprême qui le rappelle au respect de notre Constitution, il n'hésite pas à attaquer l'intégrité de la plus honorable institution judiciaire du pays.

Après avoir muselé nos scientifiques, honteusement maltraité nos vétérans, soutenu que couper dans la distribution du courrier à domicile aux personnes les plus vulnérables était inévitable, ce gouvernement n'aura montré qu'une chose: il ne travaille pas dans l'intérêt public. La décision de mettre en avant le pipeline Northern Gateway malgré l'opposition qu'il suscite en est la dernière preuve.

Les Canadiens méritent mieux qu'un gouvernement qui ne travaille pas pour eux, et en 2015, ils auront mieux: ils auront le NPD.

Déclarations de députés

[Traduction]

LA JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS

M. Costas Menegakis (Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour reconnaître les populations les plus vulnérables du monde.

Le gouvernement conservateur est fier de son bilan en ce qui concerne les réfugiés. Nous accueillons un dixième des réfugiés réinstallés, plus que tout autre pays industrialisé au monde.

Aujourd'hui, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada a annoncé que le gouvernement allait accorder un soutien de plus de 50 millions de dollars au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de contribuer à répondre aux besoins humanitaires des personnes touchées par des conflits dans le monde.

Les représentants du Haut Commissariat ont récemment rencontré le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Ils reconnaissent le leadership qu'exerce le Canada sur la scène internationale en matière d'aide aux réfugiés. Grâce à notre réforme en profondeur du système d'octroi de l'asile, nous sommes en mesure d'offrir une protection plus équitable aux véritables réfugiés, et ce, plus rapidement.

Malheureusement, l'opposition a voté contre la Loi visant à protéger le système d'immigration du Canada, témoignant ainsi du fait qu'elle ne partage pas notre engagement à améliorer le système d'immigration du Canada en vue d'offrir notre protection aux personnes qui en ont réellement besoin.

Les Canadiens peuvent être fiers de notre feuille de route en matière de participation et de soutien. Nous continuerons à jouer un rôle de premier plan en vue d'aider et de réinstaller les personnes qui en ont le plus besoin à l'échelle de la planète.

* * *

DES FÉLICITATIONS À L'OCCASION D'UN DÉPART À LA RETRAITE

L'hon. Ralph Goodale (Wascana, Lib.): Monsieur le Président, alors que les députés disent leurs au revoir à la Colline du Parlement, nous offrons également nos salutations, nos remerciements et nos meilleurs vœux à une personnalité de la Colline du Parlement qui ne reviendra pas en septembre. Je parle de l'agent de sécurité de la Chambre des communes Mike Buzzetti. Après 30 ans de service, Mike prendra finalement une retraite bien méritée.

Originaire de Montréal, c'est au sein du service de police de Hampstead — où il faisait un excellent travail — qu'il a appris son métier d'agent de sécurité. Toutefois, lorsqu'il est arrivé sur la Colline du Parlement, il considérait que les services qu'il offrait dans ces édifices allaient au-delà du travail policier. Il accueillait les gens, les guidait et les informait. Il a offert à de nombreux dignitaires une visite personnalisée de tous les recoins de l'édifice du Centre. Mais la Tour de la Paix et la Chapelle du Souvenir étaient ses endroits préférés. Il aimait expliquer le symbolisme de ce lieu solennel, et aider les visiteurs à trouver le nom de leurs proches dans le Livre du Souvenir.

Mike Buzzetti a bien servi les députés et le pays.

Nous le remercions, et nous offrons à Mike, à son épouse, Kim, et à leur fille, Andrea, nos meilleurs vœux de bonheur pour les années à venir.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Andrew Saxton (North Vancouver, PCC): Monsieur le Président, au Canada, un emploi sur cinq dépend des exportations.

Le gouvernement comprend donc l'importance d'ouvrir de nouveaux marchés. C'est pour cette raison que nous avons lancé le plus ambitieux plan de promotion du commerce de l'histoire du Canada.

Le gouvernement a signé ou conclu des accords de libre-échange avec 38 pays, notamment le récent accord de libre-échange Canada-Corée, le premier accord de libre-échange conclu par le Canada en Asie, de même que l'accord de principe historique entre le Canada et l'Union européenne. Parmi les autres pays avec lesquels nous avons conclu des accords, mentionnons la Colombie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suisse, le Honduras, la Jordanie, le Panama et le Pérou.

Bien entendu, le NPD s'est opposé à tous nos accords de libre-échange. Le NPD est resté accroché au passé. Il veut fermer le marché canadien.

De ce côté-ci de la Chambre, nous savons que les échanges commerciaux libres et ouverts constituent la meilleure façon de créer des emplois.

* * *

[Français]

LE PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

M. Alain Giguère (Marc-Aurèle-Fortin, NPD): Monsieur le Président, la session parlementaire printanière a été difficile pour plusieurs ministres.

Après avoir nié pendant des semaines le problème, le ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme a dû admettre qu'il n'était pas normal que des Canadiens soient congédiés pour faire face à du *cheap labor*.

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, quant à lui, a étalé sa mauvaise foi et son incompétence en présentant un projet de loi anticonstitutionnel et en se montrant incapable de remplir ses promesses envers les réfugiés syriens.

Mais c'est sans doute le ministre de la Justice qui remporte la palme de l'incompétence. En plus d'avoir présidé au cafouillage de la nomination du juge Nadon et d'avoir présenté un projet de loi anticonstitutionnel sur la cybercriminalité, il s'est permis des propos sexistes à l'endroit des femmes, qu'il juge plus attirées par les tâches domestiques et par l'instinct maternel que par leur réalisation professionnelle.

Les Canadiens méritent mieux, et avec un gouvernement du NPD en 2015, ils vont avoir mieux!

* * *

● (1115)

[Traduction]

LE PARC DE LA ROUGE

M. Paul Calandra (Oak Ridges—Markham, PCC): Monsieur le Président, dans les années 1970, les agriculteurs de ma circonscription ont été dépossédés de milliers d'hectares de terre agricoles de classe 1 par le gouvernement libéral de Trudeau. Je me réjouis du fait que nous réparerons ce tort avec le plan d'aménagement du parc national urbain de la Rouge. Le plan prévoit offrir des baux à long terme aux agriculteurs qui avaient été forcés d'accepter des baux d'un an sur leurs propres terres. Ils seront invités à adopter les meilleures pratiques en matière d'agriculture durable dans le parc de la Rouge. Grâce à ce plan, on appliquera le niveau de protection environnementale le plus élevé qui soit à l'une de plus belles merveilles naturelles du Canada, en plus d'assurer qu'on y pratiquera l'agriculture pendant de longues années.

Je suis très fier du fait que c'est le gouvernement actuel qui a fait cette promesse, durant la campagne électorale et dans le discours du Trône, et qu'il a tenu parole. Je suis également fier du fait que, grâce au gouvernement et au travail acharné de la ministre, une part de plus en plus importante du patrimoine naturel canadien est protégée.

Quand il est question de veiller à la protection l'environnement, des Canadiens et des agriculteurs de ma circonscription, le gouvernement actuel est au rendez-vous et nous en sommes très fiers.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

M. David Christopherson (Hamilton-Centre, NDP): Monsieur le Président, la crise humanitaire en Syrie a pris des proportions inimaginables. Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale n'y a-t-il eu pareille crise de réfugiés.

Les conservateurs nous disent qu'ils ont l'intention de prendre telle ou telle mesure, mais ils restent vagues quant à ce qu'ils font concrètement pour accueillir des réfugiés au Canada. Les Nations Unies ont demandé au Canada d'en faire plus.

En cette Journée mondiale des réfugiés, le ministre peut-il confirmer à la Chambre le nombre de réfugiés syriens qui seront accueillis ici, au Canada, d'ici la fin du mois.

M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, le Canada a encore l'un des régimes d'immigration et de détermination du statut de réfugiés les plus généreux du monde. Nous accueillons un réfugié réinstallé sur dix dans le monde, plus que presque tout autre nation industrialisée.

Aujourd'hui, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a annoncé que le gouvernement octroie plus de 50 millions de dollars au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour répondre aux besoins humanitaires des gens touchés par les conflits partout dans le monde.

Les Canadiens peuvent donc être fiers du bilan du Canada: nous venons en aide à ceux qui en ont le plus besoin dans le monde.

* * *

L'EMPLOI

M. David Christopherson (Hamilton-Centre, NDP): Toujours pas de réponse claire, monsieur le Président.

Les conservateurs nous disent qu'ils vont — enfin — régler les problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés relativement au Programme des travailleurs étrangers temporaires. En fait, ils sont tellement fiers de leurs changements qu'ils vont attendre que la Chambre ait ajourné pour les annoncer.

Les Canadiens savent tout le tort que ce programme a causé: emplois perdus, travailleurs exploités, salaires à la baisse. Les conservateurs peuvent-ils nous dire s'ils vont faire autre chose que recoller les pots que leur gouvernement a lui-même cassés?

M. Scott Armstrong (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social, PCC): Monsieur le Président, le député devra attendre pour connaître la nature des changements à venir. Le ministre va faire son annonce plus tard aujourd'hui.

Questions orales

Sous le gouvernement libéral qui nous a précédés...

M. Peter Julian: Vous avez honte de vos changements.

M. Scott Armstrong: Monsieur le Président, le Programme des travailleurs étrangers temporaires a pour but de permettre aux employeurs de disposer des effectifs dont ils ont besoin lorsqu'aucun Canadien n'est disponible.

Nous allons prendre des mesures énergiques pour que les employeurs en respectent les règles. Et nous allons instaurer des pénalités substantielles et strictes pour les employeurs qui tenteraient de les contourner.

M. David Christopherson (Hamilton-Centre, NDP): Monsieur le Président, on ne parle pas d'un simple jeu politique et tactique. On parle de l'emploi des travailleurs, de leur salaire et de leur avenir.

On n'a surtout pas besoin d'une nouvelle mise en scène politique, avec fuites et rebondissements. On a besoin de gestes concrets. Le gouvernement a-t-il songé à créer une espèce de liste publique sur laquelle seraient par exemple inscrits les postes à combler ainsi que les conditions et les échelles salariales qui y sont associées?

• (1120)

M. Scott Armstrong (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social, PCC): Monsieur le Président, nous allons prendre des mesures énergiques pour que ce programme protège les travailleurs canadiens de partout au pays. Nous allons prendre les moyens pour que les employeurs se conforment aux règles en vigueur et pour que les Canadiens aient toujours la priorité dès que des emplois sont à combler.

[Français]

Mme Nycole Turmel (Hull—Aylmer, NDP): Monsieur le Président, la gestion catastrophique du Programme des travailleurs étrangers temporaires par le ministre de l'Emploi a favorisé les abus.

Les conservateurs ont fermé les yeux quand des travailleurs canadiens se sont fait remplacer par de la main-d'oeuvre étrangère bon marché. Ils se sont délibérément privés d'informations précieuses sur l'état du marché du travail, ce qui a causé une mauvaise évaluation des besoins.

Pourquoi leur ferait-on confiance pour corriger le Programme des travailleurs étrangers temporaires, alors que c'est sous leur gouverne que ce programme a dérapé?

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, la question n'est pas juste du tout.

Effectivement, le gouvernement annoncera aujourd'hui le lancement de deux nouveaux programmes pour obtenir les renseignements sur le marché du travail, au coût de 14 millions de dollars, sur le niveau des salaires et la disponibilité des emplois dans tous les coins du Canada, pour qu'on puisse mieux prendre des décisions éclairées dans les politiques du marché du travail.

Aujourd'hui, on va faire une réforme importante du Programme des travailleurs étrangers temporaires pour s'assurer que les Canadiens sont toujours les premiers dans la sélection d'emplois.

* * *

LA JUSTICE

Mme Nycole Turmel (Hull—Aylmer, NDP): Monsieur le Président, restons sur le sujet des dérapages conservateurs.

On sait que le ministre de la Justice n'en est pas à ses premiers écarts en matière de propos sexistes. Ce qu'il dit est vraiment ignoble.

Questions orales

Vendredi dernier, les conservateurs ont nommé 11 juges, dont une seule femme. Au lieu de faire de la sociologie à cinq sous en disant que les femmes aiment trop les enfants pour devenir juge, le ministre de la Justice devrait avoir un processus clair pour atteindre l'égalité de genres au sein des tribunaux.

Va-t-il le faire?

M. Robert Goguen (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, PCC): Monsieur le Président, nos nominations à la législature sont basées sur un seul critère: l'excellence juridique et le mérite. Les nominations qui ont été faites aux cours supérieures reflètent les hommes et les femmes qui ont été recommandés par les 17 comités consultatifs à la législature. Depuis 2006, 182 femmes ont été nommées aux cours supérieures, soit une augmentation de 17 % du nombre de femmes qui siègent à la législature.

* * *

[Traduction]

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, sous le gouvernement conservateur, l'Alberta est la grande gagnante, tandis que l'Ontario, lui, est le grand perdant. Comment un système qui est « équitable, équilibré et généreux » pour toutes les autres provinces peut-il être « inabordable » pour l'Ontario? Quel genre de système permet à toutes les autres provinces de gagner de l'argent, mais fait perdre 600 millions de dollars à l'Ontario?

Le ministre des Finances va-t-il abandonner sa haine pathologique envers le gouvernement de l'Ontario, respecter la volonté de la population, arrêter de désigner de manière aléatoire les gagnants et les perdants, et émettre le chèque?

M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, en 2006, le soutien accordé à l'Ontario par le gouvernement fédéral a augmenté de 76 %. En 2014-2015, l'aide du fédéral atteindra presque 19,2 milliards de dollars, soit 8,3 milliards de plus qu'à l'époque du gouvernement libéral, une hausse phénoménale.

Après les années d'inaction de l'ancien gouvernement libéral, les conservateurs posent des gestes concrets pour soutenir l'Ontario. Nous avons apporté des changements que les libéraux refusaient d'apporter et contre lesquels ils ont ensuite voté, par exemple le changement visant à accorder un financement égal par habitant, une mesure à laquelle Dalton McGuinty, le premier ministre de l'Ontario à l'époque, était favorable.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, il y a deux saisons au Canada: l'hiver et la saison de la construction. Tous les matins, les habitants de la région du Grand Toronto revivent le même cauchemar: les bouchons de circulation, qui, selon les estimations, font perdre 1 milliard de dollars par année en réduisant la productivité. Les 600 millions de dollars que les conservateurs doivent aux Ontariens permettraient de constituer un fonds destiné à l'infrastructure des transports en commun qui épargnerait bien des frustrations quotidiennes aux automobilistes de la région du Grand Toronto.

Où est le chèque?

• (1125)

[Français]

M. Jacques Gourde (secrétaire parlementaire du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, PCC): Monsieur le Président, une fois de plus, mon collègue induit la Chambre en erreur. Il est tout à fait dans le champ. Nous avons augmenté le financement, nous avons donné plus de flexibilité aux municipalités et nous avons conclu des ententes avec la majorité des provinces et des territoires concernant le Fonds fédéral de la taxe sur l'essence qui est plus flexible qu'auparavant.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, après que le président Obama a déclaré qu'il allait réglementer le plus grand émetteur de gaz à effet de serre des États-Unis, le secrétaire Kerry a donné pour instruction aux diplomates américains d'en faire une priorité qui requiert une attention urgente.

Comme nous savons que le ministre de l'Environnement n'est pas en train de négocier avec notre plus grand émetteur, le ministre des Affaires étrangères pourrait-il nous dire s'il a donné des lignes directrices semblables aux diplomates canadiens ou sommes-nous encore en décalage par rapport à notre plus grand partenaire commercial?

L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique, PCC): Monsieur le Président, beaucoup de gens oublient que le Canada est responsable de moins de 2 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de la planète alors que les États-Unis en produisent près de 20 % et que centrales électriques au charbon des États-Unis en produisent deux fois plus que l'ensemble du Canada.

Nous sommes heureux que les États-Unis emboîtent le pas au Canada. Nous continuerons d'améliorer notre bilan et de collaborer avec les États-Unis à la réduction des émissions de gaz à effet de serre sur la planète.

* * *

LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, en cette Journée mondiale des réfugiés, je tiens à rappeler que, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la planète compte plus de 50 millions de réfugiés. Il est temps que les conservateurs reconnaissent que leurs politiques sont un échec. Au lieu de rendre le processus juste et accessible, ils ont adopté des lois qui multiplient les obstacles pour les réfugiés et leur interdisent d'avoir accès aux soins de santé dont ils ont besoin. Ils n'arrêtent pas de tergiverser dans le dossier des réfugiés syriens. Le Canada doit faire mieux.

Le ministre va-t-il s'engager dès aujourd'hui à préférer la protection des réfugiés à ses petits jeux politiques?

Questions orales

M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, depuis que les réformes du gouvernement concernant notre système d'octroi de l'asile sont entrées en vigueur, le nombre de nouvelles demandes d'asile provenant de pays sûrs n'a jamais été aussi bas, ce qui nous permet d'offrir rapidement une protection équitable aux réfugiés authentiques et réellement vulnérables qui sont issus des zones les plus dangereuses et instables de la planète. Les demandes provenant des pays démocratiques ont chuté de 87 %, ce qui aura permis aux contribuables d'économiser plus de 600 millions de dollars en prestations d'aide sociale, en services éducatifs et en soins de santé.

Le Canada peut s'enorgueillir d'avoir toujours offert sa protection à ceux qui en ont le plus besoin, et c'est la voie que nous allons continuer de suivre.

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, il fut une époque où le Canada pouvait s'enorgueillir d'accueillir les réfugiés qui lui demandaient l'asile. Aujourd'hui, le nombre de demandes acceptées a baissé de moitié, ce qui veut dire que les statistiques que nous fournit le gouvernement sur l'accès aux services sont faussées.

Qu'on se comprenne bien. C'est aujourd'hui la Journée mondiale des réfugiés. Les Nations Unies ont demandé au Canada d'accueillir et d'aider 10 000 réfugiés syriens. Que dit le gouvernement? Il nous dit que, bien qu'il accepte de verser un peu d'argent, il refuse de prendre les mesures nécessaires pour organiser la venue des réfugiés jusqu'ici.

Les Syriens ont besoin du Canada. Ils ont besoin qu'on leur dise qu'on va accueillir 10 000 d'entre eux et leur accorder le statut de réfugiés.

La Syrie appelle à l'aide. Le gouvernement va-t-il répondre à son appel et aider les réfugiés syriens, oui ou non?

M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, le député a tout faux. Je l'ai dit, et le ministre l'a dit: grâce au gouvernement, le Canada est l'un des pays les plus accueillants du monde. De tous les réfugiés de la planète, nous en accueillons un sur dix. Les députés ne sont d'ailleurs pas obligés de me croire sur parole. Les propos qui suivent nous viennent des Dandachi, une famille de réfugiés syriens. Je suis convaincu qu'ils intéresseront le député.

Voici ce que M. Dandachi avait à dire:

Je remercie le gouvernement du Canada et je remercie les Canadiens de tout ce qu'ils font pour nous. Ils font tout ce qu'ils peuvent et nous donnent tout ce dont nous avons besoin. Je n'oublierai jamais de ma vie [le jour] où je suis venu Canada.

Il a même comparé ses 17 premiers jours en sol canadien à une lune de miel.

[Français]

Mme Alexandrine Latendresse (Louis-Saint-Laurent, NPD): Monsieur le Président, ce sont trois millions de personnes qui ont dû fuir la Syrie en raison de la guerre civile. Au lieu de tendre la main et d'en faire le plus possible pour ces réfugiés, les conservateurs préfèrent s'obstiner sur les chiffres. Le pire, c'est qu'ils ne sont même pas capables de dire combien de réfugiés parrainés par le gouvernement sont maintenant en sol canadien. Ça prouve encore une fois l'incompétence conservatrice.

Nous leur donnons une autre chance de donner une réponse à une question très claire: sur 200 réfugiés parrainés par le gouvernement

du Canada, et non par d'autres organisations, combien sont présentement en sol canadien?

• (1130)

[Traduction]

M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, nous sommes ravis de rapporter que plus de 1 150 Syriens ont été réinstallés au Canada depuis le début du conflit en Syrie. Encore une fois, il ne s'agit pas de me croire sur parole, mais le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, souligne à ce chapitre le rôle exemplaire du Canada par rapport aux autres pays. Je cite d'ailleurs le haut-commissaire Antonio Guterres:

[...] nous sommes très optimistes de voir une réaction positive de la part du Canada, fidèle à ce qui a toujours été une politique généreuse de réinstallation.

[Français]

Mme Alexandrine Latendresse (Louis-Saint-Laurent, NPD): Monsieur le Président, on ne peut toujours pas savoir combien de réfugiés parrainés par le gouvernement sont ici. C'est complètement inacceptable.

En plus de démontrer leur incapacité à venir en aide aux réfugiés syriens, les conservateurs ont coupé dans les soins de santé aux réfugiés. La meilleure manière d'évaluer un gouvernement, c'est de voir comment il traite les plus vulnérables de notre société. Le message des conservateurs, c'est que si on est réfugié pour cause de conflit ou de persécution, on ne doit surtout pas tomber malade.

Est-ce que le ministre va profiter de cette Journée mondiale des réfugiés pour changer d'attitude?

[Traduction]

M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, nous avons répété à maintes reprises que nous accueillons un réfugié sur dix, des quatre coins du monde. Depuis le début du conflit en Syrie, 1 150 Syriens ont été réinstallés au Canada. Nous sommes immensément fiers que le gouvernement veille aussi bien sur les personnes qui ont le plus besoin d'aide ailleurs dans le monde.

Hélas, lorsque nous avons proposé des réformes relatives aux réfugiés afin de venir en aide aux personnes vulnérables dans le monde entier, le NPD a été le premier parti à voter contre. Honte à la députée de tenir de tels propos.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

Mme Rosane Doré Lefebvre (Alfred-Pellan, NPD): Monsieur le Président, il n'y a pas que les travailleurs canadiens remplacés par de la main-d'oeuvre bon marché qui sont victimes du programme actuel. Les travailleurs étrangers temporaires ont été exploités et ont fait l'objet d'abus. Certains se sont vu retirer une partie de leur paie par des employeurs peu scrupuleux. D'autres encore ont dû travailler dans des endroits où leur santé et leur sécurité étaient en danger.

Est-ce que le ministre de l'Emploi peut s'engager à rendre publiques non seulement la liste des employeurs qui font appel au programme, mais aussi la description des emplois et les salaires qui y sont associés?

Questions orales

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous annoncerons des changements fondamentaux au Programme des travailleurs étrangers temporaires afin que les Canadiens aient accès en priorité aux emplois au Canada. Ces changements visent à empêcher les employeurs de faire un mauvais usage du programme et d'exploiter les travailleurs temporaires étrangers. Une des mesures a pour but d'être davantage transparent en faisant rapport tous les trois mois sur le nombre d'entreprises qui font une demande de travailleurs temporaires étrangers. De cette façon, un plus grand nombre de données seront rendues disponibles aux parlementaires et au grand public.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, pour la 136^e fois on nous promet qu'on va régler le problème. Le Programme des travailleurs étrangers temporaires a été géré en sans-dessein par les libéraux et les conservateurs. Les conservateurs n'ont aucune idée des besoins locaux parce qu'ils ont scrapé Statistique Canada. La base de données du ministère n'est pas fiable, comme ce gouvernement. Les conservateurs n'ont pas envoyé d'inspecteurs dans les compagnies qui embauchent des travailleurs étrangers temporaires, malgré toutes leurs belles promesses.

Tout cela a donné lieu à des abus de la part de certains employeurs sur le dos de travailleurs étrangers temporaires pendant que le ministre de l'Emploi et du Développement social fermait les yeux. Comment est-on censé leur faire confiance pour trouver des solutions au Programme des travailleurs étrangers temporaires maintenant?

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, je ne sais pas s'il y avait une question dans cela.

Je répète que le gouvernement agit aujourd'hui, après deux ans de consultation avec tout le monde qui s'intéresse à la question, y compris des syndicats, pour réformer le programme et s'assurer que les Canadiens auront accès les premiers aux emplois au Canada et, évidemment, pour s'attaquer aux abus du programme par les employeurs. On va s'assurer qu'il y aura des conséquences et des sanctions pour les employeurs qui utilisent mal le programme.

[Traduction]

M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, le ministre de l'Emploi traîne tout ce qui cloche dans le Programme des travailleurs étrangers temporaires comme un énorme boulet. Maintenant, à minuit moins cinq, le jour même de l'ajournement pour la période estivale, il veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes, si je peux me permettre une autre expression imagée. Il sait pourtant qu'aucun travailleur étranger temporaire ne devrait travailler au Canada à la place d'un Canadien qualifié et prêt à faire le travail.

À qui est-ce profitable de céder des emplois canadiens et de faire baisser les salaires des travailleurs? Que fait le ministre pour tous les gens qui ont été déplacés à cause de la manière déplorable dont il gère ce programme depuis huit ans?

• (1135)

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, ces propos démagogiques sont tout à fait typiques des néo-démocrates, mais ce n'est pas ce que disent les gouvernements néo-démocrates des provinces. Lorsque je parle avec eux, ils expriment plutôt les préoccupations inverses. Ils parlent des régions et des secteurs économiques où il manque de travailleurs pour les

emplois offerts. Ils nous demandent de faire preuve de prudence pour ne pas nuire aux entreprises, ce qui ferait perdre des emplois aux Canadiens.

C'est pourquoi nous prenons aujourd'hui des mesures rigoureuses, mais équitables. Cette approche équilibrée permettra de lutter contre les abus. Elle fera passer les Canadiens en premier et fera en sorte que ce programme ne soit toujours qu'un dernier recours offrant des solutions limitées.

* * *

LA JUSTICE

Mme Mylène Freeman (Argenteuil—Papineau—Mirabel, NPD): Monsieur le Président, lorsque le ministre de la Justice a été contraint d'expliquer pourquoi la magistrature comptait si peu de femmes et de représentants de minorités, il a déclaré que les comités consultatifs de la magistrature amélioreraient la situation. Le problème, c'est que ces comités sont eux-mêmes un exemple de déséquilibre entre les sexes, puisque 75 % de leurs membres sont des hommes. Dans la plus récente série de nominations, le gouvernement y a nommé 10 hommes supplémentaires. Ce n'est pas un progrès.

À titre de suggestion, lorsqu'un ministre de la Justice néo-démocrate a voulu accroître la diversité, il a écrit à des avocats pour les inviter à postuler. Le ministre a-t-il au moins fait cela?

M. Robert Goguen (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, PCC): Monsieur le Président, la nomination des juges est fondée sur un seul et unique critère: le mérite et l'excellence en droit. Depuis notre arrivée au pouvoir en 2006, 182 femmes ont été nommées juges dans les cours supérieures des provinces. Cela représente une augmentation de 17 % du nombre de femmes au sein de la magistrature. Ces femmes sont essentielles au processus judiciaire.

Nous continuerons d'encourager les femmes à présenter leur candidature pour ces postes importants car nous savons qu'elles sont un atout pour le pays.

[Français]

Mme Mylène Freeman (Argenteuil—Papineau—Mirabel, NPD): Monsieur le Président, au lieu de faire quoi que ce soit pour avoir des tribunaux plus représentatifs de nos collectivités, le ministre de la Justice a évacué toute responsabilité. Il aurait dû admettre que son gouvernement avait failli à la tâche de nommer des juges qui représentent la diversité canadienne et l'égalité des sexes. C'est sa responsabilité de nommer des juges. Va-t-il faire un effort pour que les tribunaux soient plus représentatifs?

M. Robert Goguen (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, PCC): Monsieur le Président, nous sommes très heureux des nominations qui ont été faites aux cours supérieures des différentes provinces du Canada. La juge en chef Nicole Duval est la première juge en chef de la Cour d'appel du Québec et la juge Guylaine Beaugé, née à Haïti, est la première femme noire nommée juge à la Cour supérieure du Québec.

Il y en a encore d'autres. En Alberta, quatre postes vacants ont été comblés par quatre femmes hautement qualifiées. En Ontario, deux postes vacants ont été comblés par deux femmes hautement qualifiées. En Colombie-Britannique, deux des quatre postes à pourvoir ont été comblés par des femmes. Nous continuerons à nommer des femmes hautement qualifiées aux cours supérieures des provinces.

*Questions orales***LES AFFAIRES AUTOCHTONES**

Mme Lise St-Denis (Saint-Maurice—Champlain, Lib.): Monsieur le Président, le ministre de la Justice nous gratifiait récemment de ses propos sexistes quant à la place des femmes au sein de notre magistrature. Tel le mépris affiché par son gouvernement envers la juge en chef de la Cour suprême, ses propos circonscrivent bien les préoccupations juridiques des conservateurs.

Le ministre peut-il nous expliquer si sa vision de la place des femmes dans la société lui inspire son refus de procéder à une enquête sur la disparition de milliers de femmes autochtones au pays?

M. Robert Goguen (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, PCC): Monsieur le Président, au cours des dernières années, au moins 40 enquêtes et études ont été faites. Cela n'a mené à rien. La violence continue dans les sociétés autochtones. Nous allons consacrer 25 millions de dollars aux communautés. Nous allons travailler avec les communautés autochtones afin de vraiment pallier le problème et c'est en travaillant avec ces communautés que nous arriverons à réduire la violence faite envers les femmes autochtones.

* * *

[Traduction]

LA JUSTICE

M. Ted Hsu (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, les minorités visibles représentent 19 % de la population canadienne, mais au cours des six dernières années, seulement 1,5 % des personnes nommées à la magistrature fédérale faisaient partie de ces minorités visibles. Cela représente trois juges. Cela n'est même pas suffisant pour permettre aux conservateurs d'organiser une séance de photos.

Le ministre de la Justice dit que les conservateurs nomment peu de membres des minorités visibles, car ils sont peu nombreux à poser leur candidature. Quant au premier ministre, il a récemment déclaré qu'on ne pouvait gérer ce qui ne peut pas se mesurer.

Par conséquent, le ministre de la Justice va-t-il s'engager à publier des données sur le nombre de femmes et de membres des minorités visibles qui posent leur candidature à la magistrature fédérale?

● (1140)

M. Robert Goguen (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, PCC): Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que nous sommes très fiers de notre bilan en ce qui concerne le nombre de femmes nommées à la magistrature. Depuis notre arrivée au pouvoir, en 2006, nous avons nommé 182 femmes à des postes de juge. Cela représente une augmentation de 17 %. De toute évidence, nous voulons inciter les candidats compétents à soumettre leur candidature aux comités consultatifs de la magistrature. Pour ce qui est de la diversité, nous allons insister sur le fait qu'elle doit être prise en compte lors de la nomination des juges.

Je sais que le juge Michael Tulloch, qui est né en Jamaïque, a été nommé à la Cour d'appel de l'Ontario. La juge Valerie Miller a été la première juge de race noire nommée à la Cour canadienne de l'impôt. Quant au juge Leonard Mandamin, il a été le premier Canadien autochtone nommé à la Cour fédérale.

Nous continuerons de nommer des gens d'origines diverses.

L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.): Monsieur le Président, qu'il s'agisse du ministre de l'Emploi, qui prétend que la culture des travailleurs irlandais correspond mieux à celle des Canadiens, ou encore du ministre de l'Immigration, qui insulte les

nouveaux arrivants en disant qu'ils dévalorisent la citoyenneté canadienne, il est évident que l'attitude du gouvernement en matière de diversité est pitoyable. Voilà maintenant que le procureur général veut revenir à l'époque de la série *Leave It to Beaver*. Il ne se soucie guère de l'absence de diversité parmi les juges.

Le gouvernement va-t-il ignorer ces points de vue rétrogrades et s'engager à ce que la magistrature représente bien la diversité de notre pays?

M. Robert Goguen (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, PCC): Monsieur le Président, il est toujours utile d'être à l'écoute des réponses qui sont fournies. Depuis 2006, 182 femmes ont été nommées à la magistrature, ce qui représente une augmentation de 17 %.

J'ai nommé plusieurs personnes d'origines diverses qui occupent un poste de juge. Je vais en nommer d'autres: la juge Diane Cameron, une Métis, a été nommée à la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, puis à la Cour d'appel du Manitoba; la juge Guylaine Beaugé, qui est née en Haïti, a été la première femme de race noire nommée à la Cour supérieure du Québec; la juge Neena Sharma a été la première femme indo-canadienne nommée à la Cour suprême de la Colombie-Britannique; la juge Jennifer Power, d'origine autochtone, a été nommée à la Cour suprême de la Colombie-Britannique; la juge Shannon Smallwood, d'origine autochtone, a été nommée à la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest. Nous continuerons de nommer des Canadiens d'origines diverses...

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Le député de Chambly—Borduas a la parole.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

M. Matthew Dubé (Chambly—Borduas, NPD): Monsieur le Président, mercredi, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a dénoncé le taux de chômage élevé chez les jeunes, le qualifiant d'épidémie et de défi majeur pour notre époque. Il a raison, les jeunes sont de plus en plus enclins à occuper des emplois précaires et mal rémunérés. Au cours des 12 derniers mois, le Canada a perdu 47 800 emplois à temps plein pour les jeunes. Ma génération s'éloigne de plus en plus de la société prospère dont nos parents rêvaient.

Le gouvernement peut-il enfin nous expliquer pourquoi il n'est pas arrivé à régler le sous-emploi et le chômage chez les jeunes?

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, nous avons fait des investissements sans pareils dans la formation pour les emplois pour la jeunesse et pour aider les jeunes à trouver des emplois. Cependant, finalement, ce ne sont pas les programmes du gouvernement qui vont assurer l'emploi des jeunes Canadiens, c'est une économie croissante, une économie forte. La meilleure chose est de continuer à réduire les impôts et les taxes, et de poursuivre nos politiques qui constituent un des meilleurs bilans économiques à l'échelle mondiale en ce qui concerne la création d'emplois.

La pire chose qu'on puisse faire pour les jeunes chômeurs canadiens est d'augmenter les impôts et les taxes, comme veut le faire le NPD.

Questions orales

Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement peut se vanter et le ministre se pêter les bretelles autant qu'ils le veulent, les statistiques ne mentent pas. Au Canada, le taux de chômage chez les jeunes est deux fois plus élevé que la moyenne nationale, je dis bien deux fois plus élevé. Est-ce de ce triste bilan que le gouvernement et le ministre se vantent présentement? Il n'y a aucun mérite à garder les jeunes dans des emplois mal rémunérés et précaires.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, parle d'un défi majeur pour notre époque.

Pourquoi les conservateurs n'agissent-ils pas pour s'attaquer au taux de chômage chez les jeunes plutôt que de nier le problème?

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, nous ne faisons pas une telle chose.

Heureusement, le taux de chômage chez les jeunes est plus bas au Canada que dans la majorité des pays dans le monde. Cela étant dit, il est trop élevé. Il faut s'attaquer au problème du chômage chez les jeunes. Effectivement, c'est un problème qu'on trouve dans tous les pays développés.

C'est une des raisons pour lesquelles j'ai entrepris une démarche avec les employeurs et les syndicats pour former les jeunes à de meilleurs emplois, comme en Allemagne, où le taux de chômage est de 7 % et où le système de formation est lié aux emplois, comme la subvention canadienne à l'emploi, qui va aider les jeunes à trouver la formation qui les mènera vers de vrais emplois.

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs vont imposer de nouvelles compressions de 45 millions de dollars à Radio-Canada.

Cela n'augure rien de bon pour la couverture de l'information en région, alors que 657 postes à temps plein ont déjà été supprimés en avril. Récemment, faute de moyens, RDI ne s'est même pas rendu à Lac-Mégantic pour couvrir une importante annonce. Si RDI n'est même pas capable de couvrir un événement à 250 kilomètres de Montréal, on est loin de les voir en Abitibi.

Quand la ministre va-t-elle s'engager à protéger l'information régionale en cessant de s'attaquer à Radio-Canada?

• (1145)

[Traduction]

M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, CBC/Radio-Canada reçoit un financement public considérable, et son budget actuel lui permet de mener ses activités. D'ailleurs, selon CBC/Radio-Canada, les difficultés que connaît la société sont attribuables à la baisse du nombre d'auditeurs dans certains groupes de la population, à la perte du contrat avec la LNH, et au déclin des revenus publicitaires. Il incombe à CBC/Radio-Canada d'offrir une programmation que les Canadiens veulent et méritent.

[Français]

Mme Isabelle Morin (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens sont attachés à leur diffuseur public.

J'ai reçu plus de 150 courriels de citoyens qui réclament la fin des compressions à Radio-Canada. En avril dernier, les compressions conservatrices ont forcé Radio-Canada à abolir 657 postes et à

couper 130 millions de dollars. Or voilà qu'on annonce une réduction de 40 millions de dollars de plus. C'est la mission fondamentale de Radio-Canada qui est remise en cause par ce gouvernement.

La ministre réaliste-t-elle qu'en s'attaquant à Radio-Canada, un important moteur de notre industrie culturelle, c'est à notre identité qu'elle s'attaque?

[Traduction]

M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, j'ignore comment nous pouvons le dire plus clairement, mais j'aimerais citer ce qu'a dit le président de CBC/Radio-Canada, M. Lacroix:

La faiblesse du marché publicitaire dans l'ensemble du pays, le fait que la grille-horaire de la télévision de CBC/Radio-Canada n'ait pas eu le succès attendu auprès des 25 à 54 ans, les revenus publicitaires plus faibles que prévu [...] et la perte du contrat avec la LNH [...] ont contribué à une importante perte de revenus.

Il incombe à CBC/Radio-Canada d'offrir une programmation que les Canadiens veulent et méritent. Le gouvernement n'a pas à s'ingérer dans ses affaires.

* * *

LES FINANCES

M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC): Monsieur le Président, l'innovation et l'investissement sont les principaux moteurs de l'économie canadienne: ils créent des emplois, favorisent la croissance et assurent la prospérité à long terme. C'est pourquoi le gouvernement a créé le Plan d'action pour le capital de risque.

Hier, le ministre des Finances était présent lors de l'annonce d'un important investissement dirigé par le secteur privé dans le but d'aider les entreprises novatrices en démarrage du Canada.

L'aimable, fougueux et travaillant secrétaire parlementaire du ministre des Finances nous donnerait-il des précisions sur cette annonce très importante?

M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député d'Edmonton—Leduc de son excellent travail comme président du comité des finances.

Hier, en compagnie du ministre des Finances, Cisco Canada a annoncé son programme d'innovation, une stratégie d'investissement de 150 millions de dollars pour appuyer et accélérer l'innovation au Canada. L'investissement de Cisco créera des emplois partout au pays et contribuera à faire des entrepreneurs d'aujourd'hui les chefs de file du monde des affaires de demain.

Nous félicitons Cisco pour son initiative et incitons les autres entreprises privées à profiter des talents extraordinaires et du climat propice aux affaires que cette entreprise a à offrir.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, quand les conservateurs ont appris que Northern Gateway allait mettre en danger les populations des caribous des bois et des grizzlis, ils ont dit que c'était justifiable dans les circonstances.

Au moins, cette fois-ci, on peut admettre que les conservateurs ne tournent pas autour du pot. Ils se foutent de la faune, ils se foutent de l'environnement, ils se foutent des communautés autochtones et ils se foutent de la Colombie-Britannique.

Questions orales

Pourquoi ne pas écouter les Canadiens inquiets, écouter les Britanno-Colombiens et dire non au Northern Gateway?

[Traduction]

Mme Kelly Block (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, notre décision est fondée sur les conclusions d'une commission d'examen scientifique indépendante. Nous avons imposé 209 conditions rigoureuses, car nous tenions à ce que ce projet respecte les normes de sécurité les plus élevées. La commission d'examen a entendu près de 1 500 participants dans 21 collectivités et étudié plus de 175 000 pages de preuve documentaire. De toute évidence, le promoteur devra travailler davantage avec les collectivités situées le long du parcours de l'oléoduc.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NDP): Monsieur le Président, les participants et les collectivités s'opposent à ce projet, et le gouvernement devrait faire de même. Les seuls que les conservateurs essaient d'aider sont leurs amis d'Enbridge. En approuvant le projet Northern Gateway, ils ont indiqué clairement qu'ils se fichent de ce que veulent les habitants de la Colombie-Britannique. À maintes reprises, ils ont indiqué clairement qu'ils se fichent de ce disent les scientifiques. Ils ont aussi très clairement fait savoir qu'ils ne soucient pas des milliers d'emplois qui dépendent d'un environnement sain en Colombie-Britannique. Comment les conservateurs peuvent-ils se justifier d'avoir approuvé ce projet qui est une menace pour l'économie et l'environnement de la Colombie-Britannique?

Mme Kelly Block (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, PCC): Monsieur le Président, notre décision est fondée sur les conclusions d'une commission d'examen scientifique indépendante. Après avoir soigneusement étudié le rapport de la commission, le gouvernement a accepté sa recommandation et imposé 209 conditions à ce projet. Le gouvernement a toujours dit clairement que les projets n'auront le feu vert que s'ils ne présentent aucun danger pour les Canadiens et pour l'environnement.

* * *

• (1150)

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Jack Harris (St. John's-Est, NDP): Monsieur le Président, le contrat signé récemment par les conservateurs avec Sikorsky n'oblige pas la société à produire un hélicoptère militaire conforme à l'énoncé des exigences que devaient pourtant respecter tous les soumissionnaires. Nous avons de bonnes raisons de croire que l'exigence visant la capacité de l'hélicoptère de fonctionner à sec pendant 30 minutes malgré une fuite d'huile de la boîte d'engrenages, notamment, a été éliminée. Or, cette défaillance est responsable de la mort de 17 travailleurs extracôtiers à Terre-Neuve-et-Labrador en 2009, qui se trouvaient à bord d'une version civile du même hélicoptère. Le gouvernement confirmera-t-il que Sikorsky n'est plus tenue de respecter cette norme?

M. Bernard Trottier (secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, PCC): Monsieur le Président, après des années de mauvaise gestion libérale dans le projet d'hélicoptères maritimes, je suis ravi que ce contrat soit maintenant conclu et que le gouvernement puisse respecter son engagement de retirer les Sea King à compter de 2015 et de fournir un nouvel hélicoptère maritime de premier plan à l'Aviation royale canadienne tout en faisant une utilisation respectueuse des deniers publics.

Le gouvernement ne ménage aucun effort pour fournir aux militaires l'équipement dont ils ont besoin pour effectuer leur travail. Ces changements en témoignent. L'hélicoptère Cyclone CH-148 sera un hélicoptère maritime très performant et de premier plan.

M. Jack Harris (St. John's-Est, NDP): Monsieur le Président, je ne demandais pas au député si l'hélicoptère plaît aux conservateurs. Je lui demandais si l'hélicoptère pouvait fonctionner à sec pendant 30 minutes. On nous sert les mêmes mots tout aussi évasifs que dans l'obscur communiqué de presse du ministère de la Défense nationale.

Sikorsky devra-t-elle ou non respecter les normes de sécurité essentielles établies dans l'énoncé des exigences? L'exigence relative à la capacité de l'hélicoptère de fonctionner à sec durant 30 minutes sera-t-elle maintenue ou non?

M. Bernard Trottier (secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, PCC): Monsieur le Président, Sikorsky répondra aux exigences définies par l'Aviation royale canadienne. L'expert indépendant auquel nous avons fait appel dans le cadre de ce contrat confirme que le projet est viable sous une nouvelle structure de gouvernance et que les hélicoptères maritimes seront livrés progressivement. Hitachi Consulting continuera de superviser les aspects du plan de mise en oeuvre et de veiller à ce que les délais de livraison promis à l'Aviation royale canadienne soient respectés. C'est une excellente nouvelle pour le Canada et une excellente nouvelle pour les militaires.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, le Parlement s'ajourne pour l'été sans que les conservateurs aient réalisé de progrès dans les dossiers touchant le Nord. Il est très troublant de savoir que bon nombre des détaillants du programme Nutrition Nord vendent des aliments non seulement auxquels ils ont ajouté une marge bénéficiaire outrageusement élevée mais dont la date de péremption est échue — un peu à l'image du gouvernement conservateur, je dirais. Les habitants du Nunavut et du Labrador dénoncent ce programme depuis déjà quelques semaines. La question que je pose est la suivante: pourquoi les conservateurs n'interviennent-ils pas pour améliorer la qualité et l'abordabilité des aliments auxquels ont accès les populations des régions nordiques?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, PCC): Monsieur le Président, je trouve aberrant que la députée ne connaisse pas la mission du programme Nutrition Nord. Le gouvernement a mis en oeuvre ce programme pour faire en sorte que les habitants du Nord ont accès à des aliments nourrissants qui sont peu courants dans leur collectivité en raison de son emplacement. Le programme a fait ses preuves. Le prix de ces denrées a diminué de façon considérable. En fait, contrairement à ce qui se passe ailleurs au pays, le coût des aliments diminue dans le Nord. Le programme fonctionne, comme nous le confirment toutes les communautés. Nous avons un conseil consultatif dont les membres travaillent très fort pour veiller à ce que le programme continue de servir le mieux possible les intérêts des habitants du Nord.

*Questions orales***LE TRANSPORT AÉRIEN**

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a demandé au gouvernement conservateur fédéral de moderniser et d'agrandir l'aéroport de Wabush, ainsi que de construire de nouveaux aéroports dans le Nord, à Nain, et dans le Sud du Labrador. Les conservateurs n'ont pas mis en oeuvre ces projets d'infrastructure nécessaires. Pourquoi les conservateurs refusent-ils de financer des infrastructures essentielles dans les collectivités du Nord, laissant les gens là-bas aux prises avec des services sporadiques et inadéquats? Les conservateurs ont beaucoup d'argent pour promouvoir leur plateforme. Pourquoi n'investiraient-ils pas un peu d'argent pour financer des infrastructures dans les collectivités du Nord?

M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC): Monsieur le Président, je vais prendre en délibéré la demande de la députée au gouvernement, et je ferai rapport à la Chambre.

Toutefois, pour ce qui est des investissements dans des infrastructures aéroportuaires par l'intermédiaire de programmes comme le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires, je rappellerais à la députée que ses collègues et elle votent continuellement contre ces investissements considérables visant à fournir des infrastructures aéroportuaires sûres aux petites collectivités.

* * *

● (1155)

[Français]

LE LOGEMENT

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Monsieur le Président, chaque fois que je pose une question sur la pyrrhotite, qui détruit des milliers de maisons à Trois-Rivières, le gouvernement conservateur refuse de prendre ses responsabilités. Il me répond chaque fois de m'adresser au gouvernement du Québec.

Un récent jugement des tribunaux contredit l'argumentaire des conservateurs. C'est la norme CSA A23.1, pour être précis, qui détermine la quantité de pyrrhotite que peut contenir le béton avant de causer une catastrophe. C'est une norme fédérale. Je le répète: c'est une norme fédérale.

Le gouvernement s'engage-t-il à modifier la norme fédérale CSA A23.1 afin de protéger les citoyens?

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, l'utilisation de la pyrrhotite relève de la compétence provinciale. C'est donc au gouvernement provincial de régler la situation. Dans le cas actuel, c'est le Québec qui doit régler cette question pour les Québécois. Cela ne relève pas de la compétence fédérale.

M. Robert Aubin (Trois-Rivières, NPD): Monsieur le Président, personne n'utilise la pyrrhotite, car c'est un cancer dans le béton. Le gouvernement dit aller au secours des victimes, mais on voit bien que son discours, c'est de la poudre aux yeux.

Les victimes de la pyrrhotite réclament des réponses. Il est de notre devoir d'empêcher qu'il n'y aura pas d'autres victimes ni à Trois-Rivières ni ailleurs au Canada.

Les conservateurs peuvent-ils m'expliquer comment la norme fédérale qui régit la tolérance à l'égard des ouvrages de béton peut relever du gouvernement provincial? Vont-ils continuer à dire

n'importe quoi pour ne pas venir en aide aux victimes de la pyrrhotite chez nous?

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Monsieur le Président, malheureusement pour le député, la question liée à l'utilisation de la pyrrhotite relève de la compétence des provinces. Ce sont les gouvernements provinciaux, y compris le gouvernement du Québec, qui sont responsables de cette question.

* * *

[Traduction]

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Monsieur le Président, grâce aux efforts du gouvernement et en raison de notre immense respect envers les anciens combattants blessés pour les services qu'ils ont rendus au pays, ceux-ci pourront recevoir des prestations moyennes allant de 4 000 \$ à 6 000 \$ par mois. Voilà le genre de soutien que les anciens combattants méritent et dont ils ont besoin.

Le secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants aurait-il l'obligeance d'informer la Chambre au sujet des prestations que le gouvernement verse aux anciens combattants blessés et à leur famille?

M. Parm Gill (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député de Wild Rose de sa question et de son travail assidu dans ce dossier.

En effet, les anciens combattants blessés pourraient être admissibles à une prestation moyenne allant de 4 000 \$ à 6 000 \$ par mois. Certains d'entre eux touchent un revenu total de plus de 10 000 \$ par mois.

Le gouvernement veille à ce que les anciens combattants blessés et leur famille reçoivent le soutien qu'ils méritent et dont ils ont besoin. Malheureusement, les députés d'en face ont voté contre pratiquement toutes les initiatives que le gouvernement a proposées pour venir en aide aux anciens combattants canadiens.

* * *

L'ASSURANCE-EMPLOI

L'hon. Lawrence MacAulay (Cardigan, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre prétend que l'exode sans précédent qui secoue l'Île-du-Prince-Édouard n'est pas causé par les modifications apportées à l'assurance-emploi, alors que c'est complètement faux. Nous savons que des milliers de gens sont obligés de quitter l'Île-du-Prince-Édouard pour aller dans l'Ouest à cause du gouvernement conservateur. Les modifications apportées à l'assurance-emploi ont causé des dommages irréparables à nos industries saisonnières, et les compressions des conservateurs ont privé l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard de dizaines de millions de dollars.

Le gouvernement conservateur admettra-t-il qu'il est responsable des torts incalculables qu'il a causés à l'Île-du-Prince-Édouard et annulera-t-il ces modifications?

L'hon. Jason Kenney (ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme, PCC): Quelles modifications, monsieur le Président? Ce sont purement et simplement des balivernes. Il n'y a aucune règle, et il n'y en a jamais eu. Je serais étonné qu'on adopte une règle qui exige que les gens soient obligés de quitter leur province pour recevoir des prestations d'assurance-emploi s'ils perdent leur emploi pour des raisons indépendantes de leur volonté. C'est complètement ridicule.

Les statistiques sont claires. Le député peut créer de toutes pièces des arguments politiques, mais il ne peut pas inventer des statistiques. Les chiffres révèlent que moins d'une fraction de 1 % des habitants de l'Île-du-Prince-Édouard n'ont pas reçu de prestations à cause du nouveau programme, qui veille à ce que les gens cherchent activement du travail dans leur région.

Alors même que le député demande un assouplissement des règles de l'assurance-emploi, il veut davantage de travailleurs étrangers temporaires à l'Île-du-Prince-Édouard. Nous sommes d'avis que les postes vacants devraient être accordés en priorité aux habitants de l'île.

* * *

LES TRANSPORTS

M. Ryan Cleary (St. John's-Sud—Mount Pearl, NPD): Monsieur le Président, au cours de sa visite dans l'Atlantique, hier, le premier ministre a une fois de plus fait la preuve qu'il n'a pas le moindre respect pour cette région en se gardant de prendre un engagement dans le dossier du traversier dans le golfe.

Alors que le gouvernement fédéral a le devoir de faire en sorte que les Terre-Neuviens aient accès à un traversier, Marine Atlantic fera des mises à pied et réduira le nombre de traversées.

Au lieu de se soustraire à leurs responsabilités, au lieu de refuser d'admettre leur propre incurie et au lieu de laisser tomber les Canadiens qui comptent sur ce service essentiel, les conservateurs devraient passer à l'action.

Comment le gouvernement entend-il protéger le service de traversier à Terre-Neuve?

• (1200)

M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC): Monsieur le Président, le député n'est pas sans savoir que Marine Atlantic est une société d'État indépendante qui assume l'entière responsabilité de ses décisions stratégiques. C'est à elle qu'il revient d'investir l'argent des contribuables dans l'intérêt de Terre-Neuve-et-Labrador, de manière à répondre aux besoins des résidents de la province.

De même, le député a la responsabilité de justifier le fait d'avoir utilisé, à l'instar de 22 autres députés néo-démocrates, le système d'envois postaux à mauvais escient pour envoyer des dépliants partisans aux frais des contribuables. Quand ses collègues et lui entendent-ils rembourser les Canadiens?

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. David Sweet (Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale, PCC): Monsieur le Président, l'Alliance du Pacifique est une tribune qui donne au Canada une excellente occasion de façonner la prospérité future des Amériques.

L'ouverture de nouveaux marchés et l'augmentation des exportations canadiennes sont des aspects fondamentaux du plan du gouvernement visant à favoriser la création d'emplois, la croissance et la prospérité à long terme.

Le très clairvoyant secrétaire parlementaire du premier ministre pourrait-il nous parler de la participation du Canada à l'Alliance du Pacifique?

M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales, PCC): Monsieur le Président, l'extraordinaire député d'Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale fait de l'excellent travail.

Affaires courantes

Le ministre des Affaires étrangères participe actuellement aux rencontres de l'Alliance du Pacifique, au Mexique. Il y annoncera d'ailleurs l'injection de 25 millions de dollars dans la mise sur pied d'un nouveau mécanisme canadien de commerce extérieur et de développement.

Ce mécanisme permettra d'exploiter pleinement le potentiel du secteur privé des Amériques tout en aidant les pays américains à avoir une meilleure idée des possibilités qui existent au Canada. Il favorisera la croissance économique et la création d'emplois ici-même, au Canada.

Comme on le sait, les néo-démocrates s'opposent à tous les accords commerciaux. Quant aux libéraux, ils ne s'entendent jamais sur les accords qu'ils veulent approuver ou pas; ils sont incapables d'en conclure eux-mêmes. Nous, nous continuerons d'ouvrir de nouveaux marchés pour les petites, les moyennes et les grandes entreprises ainsi que pour les créateurs d'emplois parce que c'est bon pour l'économie et le Canada.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 10 pétitions.

* * *

[Français]

PÉTITIONS

LES TOURS DE TÉLÉPHONE CELLULAIRE

Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à déposer aujourd'hui.

La première concerne des citoyens de la région rurale de Havelock et des alentours. Ils demandent une consultation publique de la part de la compagnie SBA Canada ULC, qui veut construire une tour de télécommunications sur les terres de Havelock, sur la Covey Hill. Comme le stipule la réglementation d'Industrie Canada, il devait y avoir une consultation publique en bonne et due forme. Ils demandent aussi un moratoire. Ils veulent qu'il y ait des études sur l'environnement et la santé, entre autres.

POSTES CANADA

Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD): Monsieur le Président, la deuxième pétition que je présente est également signée par des résidents de ma circonscription et vise à défendre les emplois à Postes Canada, les postiers et le service public. Ils veulent que le gouvernement reverse sa décision de supprimer le service de livraison à domicile.

Initiatives ministérielles

[Traduction]

LA DÉMENCE

M. Claude Gravelle (Nickel Belt, NPD): Monsieur le Président, j'ai aujourd'hui le plaisir de présenter des pétitions signées par des gens de Pembroke, de Petawawa, de Deep River et d'Ottawa. Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'adopter une stratégie nationale concernant la démence et les soins aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et d'autres maladies associées à la démence.

Le Royaume-Uni a tenu récemment un sommet du G8 sur la démence. Au Royaume-Uni, l'Angleterre a un leader en la personne de David Cameron au 10, Downing Street. Au Canada, malheureusement, le 24, promenade Sussex est sans leader.

• (1205)

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Je demande aux députés de présenter les pétitions de façon objective.

Le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

POSTES CANADA

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais déposer des pétitions signées par des centaines de résidents de la vallée du bas Fraser, en Colombie-Britannique. Ce sont des électeurs de circonscriptions néo-démocrates et de circonscriptions conservatrices. Ils joignent leurs voix pour dire « non » à la suppression du service postal à domicile pour cinq millions de foyers canadiens, affirmant qu'elle entraînera la privatisation de Postes Canada. Des milliers d'emplois seront perdus. Les pétitionnaires disent que le gouvernement rompt sa promesse en réduisant le service à domicile. Des centaines de personnes de circonscriptions conservatrices et néo-démocrates en Colombie-Britannique disent « non » aux compressions et à l'élimination du service postal à domicile au Canada.

[Français]

LA LOI SUR LA PROTECTION DES EAUX NAVIGABLES

Mme Mylène Freeman (Argenteuil—Papineau—Mirabel, NPD): Monsieur le Président, je dépose aujourd'hui une pétition de mes concitoyens d'Argenteuil—Papineau—Mirabel.

Ils demandent au gouvernement, qui a saccagé la Loi sur la protection des eaux navigables, de remettre sous protection fédérale les lacs et rivières qu'il avait retirés de la liste de cours d'eau protégés. Je présente cela aujourd'hui, car hier, j'étais dans ma circonscription, au Musée régional d'Argenteuil, où on a lancé une nouvelle exposition permanente sur les lacs et rivières dans Argenteuil, qui ont été retirés de la liste de cours d'eau protégés, à l'exception de la rivière des Outaouais, évidemment.

Étant donné l'importance des lacs et rivières d'Argenteuil pour ma circonscription, je profite de l'occasion pour encourager tous ceux et celles qui sont de passage d'aller à Saint-André-d'Argenteuil pour découvrir cette très belle nouvelle exposition.

[Traduction]

POSTES CANADA

M. Ryan Cleary (St. John's-Sud—Mount Pearl, NPD): Monsieur le Président, je souhaite présenter une pétition au nom de centaines de citoyens de Petty Harbour-Maddox Cove, l'un des plus charmants villages portuaires de Terre-Neuve-et-Labrador. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de rétablir l'horaire de leur bureau de poste, afin que le nombre d'heures de service passe de 24 à 32 heures par semaine.

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): D'accord?

Des voix: D'accord.

L'hon. Peter Van Loan: Monsieur le Président, il y a eu consultation entre les partis, et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement pour déclarer qu'il est 13 h 15.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): D'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LOI SUR LA CHARTE DES DROITS DES VICTIMES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que le projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Comme il est 13 h 15, conformément à l'ordre adopté le mercredi 18 juin, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ la motion nécessaire pour terminer l'étude à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi dont la Chambre est saisie.

Initiatives ministérielles

Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): En conséquence, le projet de loi est renvoyé au Comité permanent de la justice et des droits de la personne.

(La motion est adoptée et le projet de loi, lu pour la deuxième fois, est renvoyé à un comité.)

• (1210)

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis, et je suis heureux d'annoncer que je

pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): La Chambre s'ajourne donc au lundi 15 septembre 2014, à 11 heures, conformément aux paragraphes 28(2) et 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 12 h 11.)

ANNEXE

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;
COMITÉS DE LA CHAMBRE,
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

OCCUPANTS DU FAUTEUIL

Le Président

L'HON. ANDREW SCHEER

Le Vice-président et président des comités pléniers

M. JOE COMARTIN

Le vice-président des comités pléniers

M. BARRY DEVOLIN

Le vice-président adjoint des comités pléniers

M. BRUCE STANTON

BUREAU DE RÉGIE INTERNE

L'HON. ANDREW SCHEER

L'HON. JOHN DUNCAN

L'HON. DOMINIC LEBLANC

L'HON. ROB MERRIFIELD

M. PHILIP TOONE

MME NYCOLE TURMEL

L'HON. PETER VAN LOAN

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Ablonczy, L'hon. Diane	Calgary—Nose Hill	Alberta	PCC
Adams, Eve, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Mississauga—Brampton-Sud	Ontario	PCC
Adler, Mark	York-Centre	Ontario	PCC
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique	Nunavut	Nunavut	PCC
Albas, Dan, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	Ontario	PCC
Alexander, L'hon. Chris, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Ajax—Pickering	Ontario	PCC
Allen, Malcolm	Welland	Ontario	NPD
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	PCC
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	Ontario	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	Ontario	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre de la Santé	Edmonton—Spruce Grove	Alberta	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	PCC
Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	PCC
Andrews, Scott	Avalon	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	Ontario	NPD
Armstrong, Scott, secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	Nouvelle-Écosse	PCC
Ashfield, L'hon. Keith	Fredericton	Nouveau-Brunswick	PCC
Ashton, Niki	Churchill	Manitoba	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	Ontario	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	Colombie-Britannique	NPD
Aubin, Robert	Trois-Rivières	Québec	NPD
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	Québec	NPD
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	PCC
Bateman, Joyce	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	PCC
Bélanger, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Québec	BQ
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	Alberta	PCC
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	Québec	NPD
Bergen, L'hon. Candice, ministre d'État (Développement social)	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)	Beauce	Québec	PCC
Bevington, Dennis	Western Arctic	Territoires du Nord-Ouest	NPD
Bezan, James, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Selkirk—Interlake	Manitoba	PCC
Blanchette, Denis	Louis-Hébert	Québec	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane	Pierrefonds—Dollard	Québec	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Lévis—Bellechasse	Québec	PCC
Block, Kelly, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Boivin, Françoise	Gatineau	Québec	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	Québec	NPD
Boughen, Ray	Palliser	Saskatchewan	PCC
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	Québec	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	Québec	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	Québec	NPD
Braid, Peter, secrétaire parlementaire pour l'Infrastructure et les Collectivités	Kitchener—Waterloo	Ontario	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	PCC
Brisson, L'hon. Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	Lib.
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	Québec	NPD
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	Ontario	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire du ministre du Développement international	Newmarket—Aurora	Ontario	PCC
Brown, Patrick	Barrie	Ontario	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	Manitoba	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	Ontario	PCC
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales	Oak Ridges—Markham	Ontario	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	Alberta	PCC
Cannan, L'hon. Ron	Kelowna—Lake Country	Colombie-Britannique	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	Ontario	PCC
Caron, Guy	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	Québec	NPD
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement	Oshawa	Ontario	PCC
Casey, Sean	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Cash, Andrew	Davenport	Ontario	NPD
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	Ontario	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	NPD
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	Ontario	PCC
Choquette, François	Drummond	Québec	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	Ontario	NPD
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	Saskatchewan	PCC
Cleary, Ryan	St. John's-Sud—Mount Pearl	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor	Parry Sound—Muskoka	Ontario	PCC
Comartin, Joe, Le vice-président	Windsor—Tecumseh	Ontario	NPD
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	Québec	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crockatt, Joan	Calgary-Centre	Alberta	PCC
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Nouvelle-Écosse	Lib.
Daniel, Joe	Don Valley-Est	Ontario	PCC
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	Ontario	PCC
Davies, Don	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	NPD
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Mississauga—Erindale	Ontario	PCC
Del Mastro, Dean	Peterborough	Ontario	Ind. cons.
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ontario	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	Québec	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	Colombie-Britannique	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	Québec	NPD
Dreeshen, Earl	Red Deer	Alberta	PCC
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	Québec	NPD
Dubourg, Emmanuel	Bourassa	Québec	Lib.
Duncan, L'hon. John, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	Alberta	NPD
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	Québec	NPD
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	St. Catharines	Ontario	PCC
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Falk, Ted	Provencher	Manitoba	PCC
Fantino, L'hon. Julian, ministre des Anciens Combattants	Vaughan	Ontario	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international	Abbotsford	Colombie-Britannique	PCC
Findlay, L'hon. Kerry-Lynne D., ministre du Revenu national	Delta—Richmond-Est	Colombie-Britannique	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Fletcher, L'hon. Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	Manitoba	PCC
Foote, Judy	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	Québec	BQ
Freeland, Chrystia	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	Québec	NPD
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	Ontario	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	PCC
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	NPD
Genest, Réjean	Shefford	Québec	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	Québec	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	NPD
Gill, Parm, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Brampton—Springdale	Ontario	PCC
Glover, L'hon. Shelly, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Saint-Boniface	Manitoba	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	PCC
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	Ontario	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	PCC
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	Québec	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	Ontario	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	Québec	NPD
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	NPD
Harris, Jack	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	Québec	NPD
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	Alberta	PCC
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	Ontario	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	Alberta	PCC
Hoback, Randy	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Holder, L'hon. Ed, ministre d'État (Sciences et Technologie)	London-Ouest	Ontario	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapuskasung	Ontario	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	PV
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	Québec	NPD
James, Roxanne, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Scarborough-Centre	Ontario	PCC
Jones, Yvonne	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	Colombie-Britannique	PCC
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kellway, Matthew	Beaches—East York	Ontario	NPD
Kenney, L'hon. Jason, ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Kent, L'hon. Peter	Thornhill	Ontario	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Lake, L'hon. Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	Alberta	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Manitoba	Lib.
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	Québec	NPD
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	Québec	NPD
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	Ontario	PCC
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Lebel, L'hon. Denis, ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	Québec	NPD
Leef, Ryan	Yukon	Yukon	PCC
Leitch, L'hon. K. Kellie, ministre du Travail et ministre de la Condition féminine	Simcoe—Grey	Ontario	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	PCC
Leslie, Megan	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	Ontario	PCC
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	NPD
Lizon, Wladyslaw	Mississauga—Cooksville	Ontario	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	Ontario	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	Ontario	PCC
Maguire, Larry	Brandon—Souris	Manitoba	PCC
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	Québec	NPD
Marston, Wayne	Hamilton—Stoney Creek	Ontario	NPD
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Mathysen, Irene	London—Fanshawe	Ontario	NPD
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McColeman, Phil	Brant	Ontario	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Kamloops—Thompson—Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
Menegakis, Costas, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Richmond Hill	Ontario	PCC
Merrifield, L'hon. Rob	Yellowhead	Alberta	PCC
Michaud, Éline	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	NPD
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	Québec	NPD
Moore, L'hon. James, ministre de l'Industrie	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, L'hon. Rob, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	Québec	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	Québec	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	NPD
Mourani, Maria	Ahuntsic	Québec	Ind.
Mulcair, L'hon. Thomas, chef de l'opposition	Outremont	Québec	NPD
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	NPD
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	Ontario	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil-Soulanges	Québec	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Défense nationale	Niagara Falls	Ontario	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	Ontario	PCC
Nunez-Melo, José	Laval	Québec	NPD
Obhrai, L'hon. Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne	Calgary-Est	Alberta	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Finances	Eglinton—Lawrence	Ontario	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	Nouveau-Brunswick	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	Ontario	PCC
O'Toole, Erin, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	Durham	Ontario	PCC
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Papillon, Annick	Québec	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie	Mégantic—L'Érable	Québec	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	Québec	BQ
Payne, LaVar	Medicine Hat	Alberta	PCC
Péclet, Ève	La Pointe-de-l'Île	Québec	NPD
Perreault, Manon	Montcalm	Québec	Ind.
Pilon, François	Laval—Les Îles	Québec	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poilievre, L'hon. Pierre, ministre d'État (Réforme démocratique)	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	Québec	NPD
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre des Transports	Halton	Ontario	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Rankin, Murray	Victoria	Colombie-Britannique	NPD
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Alberta	Ind.
Ravignat, Mathieu	Pontiac	Québec	NPD
Raynault, Francine	Joliette	Québec	NPD
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Rempel, L'hon. Michelle, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	Alberta	PCC
Rickford, L'hon. Greg, ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	Ontario	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	PCC
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	Québec	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	Québec	NPD
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	North Vancouver	Colombie-Britannique	PCC
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	Ontario	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth	Ontario	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest	Ontario	PCC
Sellah, Djaouida	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	NPD
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	Île-du-Prince-Édouard	PCC
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	Alberta	PCC
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Sims, Jinny Jogindera	Newton—Delta-Nord	Colombie-Britannique	NPD
Sitsabaiesan, Rathika	Scarborough—Rouge River	Ontario	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	Manitoba	PCC
Sopuck, Robert	Dauphin—Swan River—Marquette	Manitoba	PCC
Sorenson, L'hon. Kevin, ministre d'État (Finances)	Crowfoot	Alberta	PCC
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	Ontario	PCC
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain	Québec	Lib.
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	Alberta	PCC
Strahl, Mark, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Chilliwack—Fraser Canyon	Colombie-Britannique	PCC
Sullivan, Mike	York-Sud—Weston	Ontario	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	Ontario	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury	Ontario	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	Ontario	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	Manitoba	PCC
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Québec	NPD
Tremblay, Jonathan	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	Québec	NPD
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	PCC
Trottier, Bernard, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	PCC
Trudeau, Justin	Papineau	Québec	Lib.
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord	Ontario	PCC
Turmel, Nycole	Hull—Aylmer	Québec	NPD
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Multiculturalisme)	Edmonton—Sherwood Park	Alberta	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	PCC
Valeriotte, Frank	Guelph	Ontario	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	Ontario	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	Ontario	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	PCC
Wallace, Mike	Burlington	Ontario	PCC
Warawa, Mark	Langley	Colombie-Britannique	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	Alberta	PCC
Watson, Jeff, secrétaire parlementaire de la ministre des Transports	Essex	Ontario	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	Colombie-Britannique	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Weston, Rodney	Saint John	Nouveau-Brunswick	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique ...	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	Colombie-Britannique ...	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	Ontario	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)	Blackstrap	Saskatchewan	PCC
Young, Terence	Oakville	Ontario	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	Colombie-Britannique ...	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River ...	Colombie-Britannique ...	PCC
VACANCE	Fort McMurray—Athabasca ...	Alberta	
VACANCE	Macleod	Alberta	
VACANCE	Scarborough—Agincourt	Ontario	
VACANCE	Trinity—Spadina	Ontario	
VACANCE	Whitby—Oshawa	Ontario	

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Deuxième session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
ALBERTA (26)		
Ablonczy, L'hon. Diane	Calgary—Nose Hill	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre de la Santé	Edmonton—Spruce Grove	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	PCC
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	PCC
Crockatt, Joan	Calgary-Centre	PCC
Dreeshen, Earl	Red Deer	PCC
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Est	PCC
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	PCC
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	PCC
Kenney, L'hon. Jason, ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	PCC
Lake, L'hon. Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	PCC
Merrifield, L'hon. Rob	Yellowhead	PCC
Obhrai, L'hon. Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne	Calgary-Est	PCC
Payne, LaVar	Medicine Hat	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	PCC
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Ind.
Rempel, L'hon. Michelle, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Calgary-Centre-Nord	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	PCC
Sorenson, L'hon. Kevin, ministre d'État (Finances)	Crowfoot	PCC
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	PCC
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Multiculturalisme)	Edmonton—Sherwood Park	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	PCC
VACANCE	Fort McMurray—Athabasca	
VACANCE	Macleod	
COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)		
Albas, Dan, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor	Okanagan—Coquihalla	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	NPD
Cannan, L'hon. Ron	Kelowna—Lake Country	PCC
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	NPD
Davies, Don	Vancouver Kingsway	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	NPD
Duncan, L'hon. John, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Île de Vancouver-Nord	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international	Abbotsford	PCC
Findlay, L'hon. Kerry-Lynne D., ministre du Revenu national	Delta—Richmond-Est	PCC
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	PCC
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	PCC
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Kamloops—Thompson—Cariboo	PCC
Moore, L'hon. James, ministre de l'Industrie	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	PCC
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Lib.
Rankin, Murray	Victoria	NPD
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	North Vancouver	PCC
Sims, Jinny Jogindera	Newton—Delta-Nord	NPD
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas	NPD
Strahl, Mark, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Chilliwack—Fraser Canyon	PCC
Warawa, Mark	Langley	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River	PCC
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)		
Casey, Sean	Charlottetown	Lib.
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	PCC
MANITOBA (14)		
Ashton, Niki	Churchill	NPD
Bateman, Joyce	Winnipeg-Centre-Sud	PCC
Bergen, L'hon. Candice, ministre d'État (Développement social)	Portage—Lisgar	PCC
Bezan, James, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Selkirk—Interlake	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	PCC
Falk, Ted	Provencher	PCC
Fletcher, L'hon. Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	PCC
Glover, L'hon. Shelly, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Saint-Boniface	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Lib.
Maguire, Larry	Brandon—Souris	PCC
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	PCC
Sopuck, Robert	Dauphin—Swan River—Marquette	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
NOUVEAU-BRUNSWICK (10)		
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	PCC
Ashfield, L'hon. Keith	Fredericton	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Lib.
Moore, L'hon. Rob, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Fundy Royal	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Madawaska—Restigouche	PCC
Weston, Rodney	Saint John	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PCC
NOUVELLE-ÉCOSSE (11)		
Armstrong, Scott, secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Lib.
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	South Shore—St. Margaret's	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	PCC
Leslie, Megan	Halifax	NPD
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Nova-Centre	PCC
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	NPD
NUNAVUT (1)		
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique	Nunavut	PCC
ONTARIO (103)		
Adams, Eve, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Mississauga—Brampton-Sud	PCC
Adler, Mark	York-Centre	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	PCC
Alexander, L'hon. Chris, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Ajax—Pickering	PCC
Allen, Malcolm	Welland	NPD
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	PCC
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	PCC
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean	PCC
Bélanger, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Lib.
Braid, Peter, secrétaire parlementaire pour l'Infrastructure et les Collectivités	Kitchener—Waterloo	PCC
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire du ministre du Développement international	Newmarket—Aurora	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Brown, Patrick	Barrie	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	PCC
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales	Oak Ridges—Markham	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	PCC
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement	Oshawa	PCC
Cash, Andrew	Davenport	NPD
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor	Parry Sound—Muskoka	PCC
Comartin, Joe, Le vice-président	Windsor—Tecumseh	NPD
Daniel, Joe	Don Valley-Est	PCC
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	PCC
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Mississauga—Erindale	PCC
Del Mastro, Dean	Peterborough	Ind. cons.
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	NPD
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Lib.
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	St. Catharines	PCC
Fantino, L'hon. Julian, ministre des Anciens Combattants	Vaughan	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Haldimand—Norfolk	PCC
Freeland, Chrystia	Toronto-Centre	Lib.
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Gill, Parm, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Brampton—Springdale	PCC
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	NPD
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	NPD
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	PCC
Holder, L'hon. Ed, ministre d'État (Sciences et Technologie)	London-Ouest	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	PV
James, Roxanne, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Scarborough-Centre	PCC
Kellway, Matthew	Beaches—East York	NPD
Kent, L'hon. Peter	Thornhill	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	PCC
Leitch, L'hon. K. Kellie, ministre du Travail et ministre de la Condition féminine	Simcoe—Grey	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	PCC
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	PCC
Lizon, Wladyslaw	Mississauga-Est—Cooksville	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	PCC
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Mathyssen, Irene	London—Fanshawe	NPD
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Lib.
McColeman, Phil	Brant	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Lib.
Menegakis, Costas, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Richmond Hill	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Défense nationale	Niagara Falls	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Finances	Eglinton—Lawrence	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	PCC
O'Toole, Erin, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	Durham	PCC
Poillievre, L'hon. Pierre, ministre d'État (Réforme démocratique)	Nepean—Carleton	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre des Transports	Halton	PCC
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rickford, L'hon. Greg, ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	PCC
Sitsabaiesan, Rathika	Scarborough—Rouge River	NPD
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	PCC
Sullivan, Mike	York-Sud—Weston	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Trottier, Bernard, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Etobicoke—Lakeshore	PCC
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord	PCC
Valeriote, Frank	Guelph	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	PCC
Wallace, Mike	Burlington	PCC
Watson, Jeff, secrétaire parlementaire de la ministre des Transports	Essex	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	PCC
Young, Terence	Oakville	PCC
VACANCE	Scarborough—Agincourt	
VACANCE	Trinity—Spadina	
VACANCE	Whitby—Oshawa	
QUÉBEC (75)		
Aubin, Robert	Trois-Rivières	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	NPD
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	BQ
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	NPD
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)	Beauce	PCC
Blanchette, Denis	Louis-Hébert	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane	Pierrefonds—Dollard	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Lévis—Bellechasse	PCC
Boivin, Françoise	Gatineau	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	NPD
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	NPD
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	NPD
Caron, Guy	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	NPD
Choquette, François	Drummond	NPD
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Lib.
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	NPD
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	NPD
Dubourg, Emmanuel	Bourassa	Lib.
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	NPD
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	BQ
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	NPD
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Genest, Réjean	Shefford	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	NPD
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	NPD
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	NPD
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	NPD
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	NPD
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	NPD
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	PCC
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	NPD
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	NPD
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	NPD
Michaud, Élane	Portneuf—Jacques-Cartier	NPD
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	NPD
Mourani, Maria	Ahuntsic	Ind.
Mulcair, L'hon. Thomas, chef de l'opposition	Outremont	NPD
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil—Soulanges	NPD
Nunez-Melo, José	Laval	NPD
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Papillon, Annick	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie	Mégantic—L'Érable	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	BQ
Péclet, Ève	La Pointe-de-l'Île	NPD
Perreault, Manon	Montcalm	Ind.
Pilon, François	Laval—Les Îles	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	NPD
Ravignat, Mathieu	Pontiac	NPD
Raynault, Francine	Joliette	NPD
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	NPD
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
Sellah, Djaouida	Saint-Bruno—Saint-Hubert	NPD
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain	Lib.
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	NPD
Tremblay, Jonathan	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	NPD
Trudeau, Justin	Papineau	Lib.
Turmel, Nycole	Hull—Aylmer	NPD

SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Block, Kelly, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Boughen, Ray	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Lib.
Hoback, Randy	Prince Albert	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes	Regina—Qu'Appelle	PCC
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)	Blackstrap	PCC

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (7)

Andrews, Scott	Avalon	Lib.
----------------	--------	------

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.
Cleary, Ryan	St. John's-Sud—Mount Pearl.....	NPD
Foote, Judy.....	Random—Burin—St. George's	Lib.
Harris, Jack	St. John's-Est	NPD
Jones, Yvonne.....	Labrador	Lib.
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls— Windsor.....	Lib.
TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)		
Bevington, Dennis	Western Arctic	NPD
YUKON (1)		
Leef, Ryan	Yukon.....	PCC

LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 20 juin 2014 — 2^e Session, 41^e Législature)

ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

Président: Pat Martin

Vice-présidents: Scott Andrews
Patricia Davidson

Charmaine Borg
Paul Calandra

Jacques Gourde
Laurie Hawn

Tilly O'Neill Gordon
Mathieu Ravignat

Bob Zimmer

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy	Michael Chong	Daryl Kramp	Andrew Saxton
Eve Adams	David Christopherson	Mike Lake	Gary Schellenberger
Mark Adler	Rob Clarke	Guy Lauzon	Craig Scott
Dan Albas	Joan Crockatt	Ryan Leef	Kyle Seeback
Harold Albrecht	Joe Daniel	Pierre Lemieux	Bev Shipley
Mike Allen	Bob Dechert	Chungsen Leung	Devinder Shory
Dean Allison	Earl Dreeshen	Wladyslaw Lizon	Joy Smith
Stella Ambler	Pierre-Luc Dusseault	Ben Lobb	Robert Sopuck
Rob Anders	Rick Dykstra	Tom Lukiwski	Brian Storseth
David Anderson	Ted Falk	James Lunney	Mark Strahl
Scott Armstrong	Steven Fletcher	Dave MacKenzie	David Sweet
Keith Ashfield	Royal Galipeau	Larry Maguire	David Tilson
Jay Aspin	Cheryl Gallant	Colin Mayes	Lawrence Toet
Joyce Bateman	Parm Gill	Phil McColeman	Brad Trost
Leon Benoit	Robert Goguen	Cathy McLeod	Bernard Trottier
James Bezan	Peter Goldring	Costas Menegakis	Susan Truppe
Kelly Block	Nina Grewal	Rob Merrifield	Dave Van Kesteren
Ray Boughen	Richard Harris	Larry Miller	Maurice Vellacott
Peter Braid	Bryan Hayes	Rick Norlock	Mike Wallace
Garry Breitzkreuz	Russ Hiebert	Deepak Obhrai	Mark Warawa
Gordon Brown	Jim Hillyer	Gordon O'Connor	Chris Warkentin
Lois Brown	Randy Hoback	Ted Opitz	Jeff Watson
Patrick Brown	Ed Holder	Erin O'Toole	John Weston
Rod Bruinooge	Roxanne James	LaVar Payne	Rodney Weston
Brad Butt	Peter Julian	Joe Preston	David Wilks
Blaine Calkins	Randy Kamp	Anne Minh-Thu Quach	John Williamson
Ron Cannan	Gerald Keddy	James Rajotte	Stephen Woodworth
John Carmichael	Peter Kent	Scott Reid	Terence Young
Colin Carrie	Greg Kerr	Blake Richards	Wai Young
Corneliu Chisu	Ed Komarnicki		

AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

Président: Chris Warkentin

Vice-présidents: Carolyn Bennett
Jean Crowder

Ray Boughen
Rob Clarke

Earl Dreesen
Jonathan Genest-Jourdain

Carol Hughes
Kyle Seeback

Mark Strahl

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Niki Ashton
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Dennis Bevington
James Bezan
Kelly Block
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan

John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Joan Crockatt
Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy

Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte

Mathieu Ravignat
Scott Reid
Blake Richards
Romeo Saganash
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Président: Dean Allison

Vice-présidents: Paul Dewar
Marc Garneau

David Anderson
Lois Brown

Peter Goldring
Nina Grewal

Hélène Laverdière
Romeo Saganash

Gary Schellenberger

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Stella Ambler
Rob Anders
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke

Irwin Cotler
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Don Davies
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Jacques Gourde
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Pierre Jacob
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Laurin Liu
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Wayne Marston
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Marc-André Morin
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Ève Pécelet
Joe Preston
James Rajotte

Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

SOUS-COMITÉ DES DROITS INTERNATIONAUX DE LA PERSONNE

Président: Scott Reid

Vice-présidents: Irwin Cotler
Wayne Marston

Tyrone Benskin

Nina Grewal

Gary Schellenberger

David Sweet

(7)

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Président: Bev Shipley

Vice-présidents: Ruth Ellen Brosseau
Mark Eyking

Denis Blanchette
Earl Dreeshen

Randy Hoback
Pierre Lemieux

LaVar Payne
Francine Raynault

Bob Zimmer

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Niki Ashton
Jay Aspin
Alex Atamanenko
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins

Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Linda Duncan
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Ed Holder
Carol Hughes
Roxanne James
Peter Julian

Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
Joe Preston

James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young

ANCIENS COMBATTANTS

Président: Greg Kerr

Vice-présidents: Peter Stoffer
Frank Valeriote

Sylvain Chicoine
Royal Galipeau

Parm Gill
Laurie Hawn

Bryan Hayes
Wladyslaw Lizon

John Rafferty

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Mylène Freeman
Cheryl Gallant
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Pat Martin
Irene Mathysen
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Manon Perreault
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Président: David Tilson

Vice-présidents: Lysane Blanchette-Lamothe
John McCallum

Joe Daniel
Chungsen Leung

Costas Menegakis
Ted Opitz

Jasbir Sandhu
Devinder Shory

Rathika Sitsabaiesan

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie

Andrew Cash
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Patricia Davidson
Don Davies
Libby Davies
Bob Dechert
Earl Dreshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Alain Giguère
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian

Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid

Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

COMMERCE INTERNATIONAL

Président: Rob Merrifield

Vice-présidents: Don Davies
Massimo Pacetti

Ron Cannan
Russ Hiebert

Randy Hoback
Laurin Liu

Marc-André Morin
Erin O'Toole

Devinder Shory

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu

Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Paul Dewar
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Chrystia Freeland
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Jim Hillyer
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki

Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Hélène Laverdière
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Brian Masse
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Mathieu Ravignat
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

COMPTES PUBLICS**Président:** David Christopherson**Vice-présidents:** John Carmichael
Yvonne JonesDan Albas
Malcolm AllenJay Aspin
Ted FalkAlain Giguère
Bryan Hayes

Stephen Woodworth

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Lysane Blanchette-Lamothe
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael ChongRob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreesen
Pierre-Luc Dusseault
Rick Dykstra
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Dan Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake RichardsAndrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

CONDITION FÉMININE**Président:** Hélène LeBlanc**Vice-présidents:** Kirsty Duncan
Tilly O'Neill GordonStella Ambler
Niki AshtonJoan Crockatt
Djaouida SellahSusan Truppe
Terence Young

Wai Young

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Lysane Blanchette-Lamothe
Kelly Block
Françoise Boivin
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin CarrieCorneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Jean Crowder
Joe Daniel
Patricia Davidson
Libby Davies
Anne-Marie Day
Bob Dechert
Earl Dreshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Mylène Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Sadia Groguhé
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter JulianRandy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Irene Mathysen
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Ted Opitz
Erin O'Toole
Annick PapillonLaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Bob Zimmer

DÉFENSE NATIONALE**Président:** Rick Norlock**Vice-présidents:** Jack Harris
Joyce MurrayJames Bezan
Corneliu ChisuCheryl Gallant
Peter KentJean-François Larose
Élaine Michaud

John Williamson

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Kelly Block
Ray Boughen
Tarik Brahmi
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin CarrieMichael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Randall Garrison
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Christine Moore
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake RichardsAndrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Peter Stoffer
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Président: Harold Albrecht

Vice-présidents: François Choquette
John McKay

Dennis Bevington
Colin Carrie

Mylène Freeman
Robert Sopuck

Brian Storseth
Lawrence Toet

Stephen Woodworth

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Robert Aubin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Robert Chisholm

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreesen
Linda Duncan
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp

Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne

Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

FINANCES**Président:** James Rajotte**Vice-présidents:** Scott Brison
Nathan CullenMark Adler
Mike AllenGuy Caron
Gerald KeddyMurray Rankin
Andrew Saxton

Dave Van Kesteren

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Dan Albas
Harold Albrecht
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael ChongRob Clarke
Raymond Côté
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Emmanuel Dubourg
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Peter KentGreg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Hoang Mai
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe PrestonScott Reid
Blake Richards
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Président: David Sweet

Vice-présidents: Peggy Nash
Judy Sgro

Joyce Bateman
Raymond Côté

Cheryl Gallant
Mike Lake

Brian Masse
Dave Van Kesteren

Mark Warawa

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Mauril Bélanger
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Charmaine Borg
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins

Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreesen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Dan Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy

Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Guy Lauzon
Hélène LeBlanc
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
Anne Minh-Thu Quach

James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seebach
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

JUSTICE ET DROITS DE LA PERSONNE

Président: Mike Wallace

Vice-présidents: Françoise Boivin
Sean Casey

Patrick Brown
Bob Dechert

Robert Goguen
Pierre Jacob

Ève Pécelet
Kyle Seeback

David Wilks

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu

Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Randall Garrison
Parm Gill
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Matthew Kellway
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Wayne Marston
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte

Murray Rankin
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

LANGUES OFFICIELLES

Président: Michael Chong

Vice-présidents: Yvon Godin
Lise St-Denis

Joyce Bateman
Corneliu Chisu

Joe Daniel
Jacques Gourde

Jamie Nicholls
Nycole Turmel

John Williamson

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Robert Aubin
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael

Colin Carrie
Rob Clarke
Joan Crockatt
Patricia Davidson
Bob Dechert
Stéphane Dion
Pierre Dionne Labelle
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Nina Grewal
Dan Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Alexandrine Latendresse
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte

Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

LIAISON

Président:	Dean Allison	Vice-président:	David Christopherson	
Harold Albrecht	Greg Kerr	Rob Merrifield	David Sweet	(25)
Leon Benoit	Daryl Kramp	Larry Miller	David Tilson	
Gordon Brown	Hélène LeBlanc	Rick Norlock	Mike Wallace	
Chris Charlton	Ben Lobb	Joe Preston	Chris Warkentin	
Michael Chong	Pat Martin	James Rajotte	Rodney Weston	
Pierre-Luc Dusseault	Phil McColeman	Bev Shipley		

Membres associés

Scott Andrews	Jean Crowder	Marc Garneau	Pierre Nantel
Mauril Bélanger	Nathan Cullen	Randall Garrison	Peggy Nash
Carolyn Bennett	Rodger Cuzner	Yvon Godin	Gordon O'Connor
Lysane Blanchette-Lamothe	Patricia Davidson	Jack Harris	Tilly O'Neill Gordon
Françoise Boivin	Don Davies	Kevin Lamoureux	Massimo Pacetti
Garry Breitzkreuz	Libby Davies	Alexandrine Latendresse	Goeff Regan
Scott Brison	Paul Dewar	Lawrence MacAulay	Judy Sgro
Ruth Ellen Brosseau	Stéphane Dion	Hoang Mai	Scott Simms
Gerry Byrne	Kirsty Duncan	John McCallum	Jinny Jogindera Sims
John Carmichael	Wayne Easter	David McGuinty	Lise St-Denis
Sean Casey	Mark Eyking	John McKay	Peter Stoffer
Robert Chisholm	Hedy Fry	Joyce Murray	Frank Valeriote
François Choquette			

SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ

Président:	Dean Allison	Vice-président:		
David Christopherson	Phil McColeman	Joe Preston	Chris Warkentin	(7)
Pat Martin	Larry Miller			

OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Président: Pierre-Luc Dusseault

Vice-présidents: Gerry Byrne
Gordon O'Connor

Diane Ablonczy
Mark Adler

Jay Aspin
Anne-Marie Day

Jim Hillyer
Pat Martin

Bernard Trottier

(10)

Membres associés

Eve Adams
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Denis Blanchette
Kelly Block
Françoise Boivin
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu

Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Paul Dewar
Earl Dreeshen
Linda Duncan
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Mathieu Ravignat
Scott Reid

Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Susan Truppe
Nycole Turmel
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

PATRIMOINE CANADIEN

Président: Gordon Brown**Vice-présidents:** Stéphane Dion
Pierre NantelRay Boughen
Rick DykstraTed Falk
Jim HillyerIrene Mathysen
Kennedy Stewart

John Weston

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Charmaine Borg
Peter Braid
Garry Breitreuz
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin CarrieAndrew Cash
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreshen
Matthew Dubé
Steven Fletcher
Mylène Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald KeddyPeter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James RajotteScott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

PÊCHES ET OCÉANS

Président: Rodney Weston

Vice-présidents: Robert Chisholm
Lawrence MacAulay

Ryan Cleary
Patricia Davidson

Randy Kamp
François Lapointe

Ryan Leef
Robert Sopuck

John Weston

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Bob Dechert
Fin Donnelly
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Yvon Godin
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Gerald Keddy
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Peter Stoffer
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Philip Toone
Jonathan Tremblay
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Président: Joe Preston **Vice-présidents:** Kevin Lamoureux
Alexandrine Latendresse

Brad Butt Tom Lukiwski Scott Reid Craig Scott (10)
David Christopherson Ted Opitz Blake Richards

Membres associés

Diane Ablonczy	Corneliu Chisu	Gerald Keddy	Kyle Seeback
Eve Adams	Michael Chong	Peter Kent	Bev Shipley
Mark Adler	Rob Clarke	Greg Kerr	Devinder Shory
Dan Albas	Joan Crockatt	Ed Komarnicki	Joy Smith
Harold Albrecht	Nathan Cullen	Daryl Kramp	Robert Sopuck
Mike Allen	Joe Daniel	Mike Lake	Brian Storseth
Dean Allison	Patricia Davidson	Guy Lauzon	Mark Strahl
Stella Ambler	Bob Dechert	Ryan Leef	David Sweet
Rob Anders	Earl Dreeshen	Pierre Lemieux	David Tilson
David Anderson	Rick Dykstra	Chungsen Leung	Lawrence Toet
Scott Armstrong	Ted Falk	Wladyslaw Lizon	Philip Toone
Keith Ashfield	Steven Fletcher	Ben Lobb	Brad Trost
Jay Aspin	Royal Galipeau	James Lunney	Bernard Trottier
Joyce Bateman	Cheryl Gallant	Dave MacKenzie	Susan Truppe
Leon Benoit	Parm Gill	Larry Maguire	Nycole Turmel
James Bezan	Yvon Godin	Colin Mayes	Frank Valeriotte
Kelly Block	Robert Goguen	Phil McColeman	Dave Van Kesteren
Ray Boughen	Peter Goldring	Cathy McLeod	Maurice Vellacott
Peter Braid	Jacques Gourde	Costas Menegakis	Mike Wallace
Garry Breitzkreuz	Nina Grewal	Rob Merrifield	Mark Warawa
Gordon Brown	Sadia Groguhé	Larry Miller	Chris Warkentin
Lois Brown	Richard Harris	Rick Norlock	Jeff Watson
Patrick Brown	Laurie Hawn	Deepak Obhrai	John Weston
Rod Bruinooge	Bryan Hayes	Gordon O'Connor	Rodney Weston
Paul Calandra	Russ Hiebert	Tilly O'Neill Gordon	David Wilks
Blaine Calkins	Jim Hillyer	Erin O'Toole	John Williamson
Ron Cannan	Randy Hoback	LaVar Payne	Stephen Woodworth
John Carmichael	Ed Holder	James Rajotte	Terence Young
Colin Carrie	Roxanne James	Andrew Saxton	Wai Young
Chris Charlton	Randy Kamp	Gary Schellenberger	Bob Zimmer

SOUS-COMITÉ DES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Président: Dave MacKenzie **Vice-président:**

Brad Butt Philip Toone Frank Valeriotte (4)

**RESSOURCES HUMAINES, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET
CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**

Président: Phil McColeman

Vice-présidents: Rodger Cuzner
Jinny Jogindera Sims

Scott Armstrong
Tarik Brahmi

Brad Butt
Sadia Grogueh

Larry Maguire
Colin Mayes

Cathy McLeod

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Lysane Blanchette-Lamothe
Kelly Block
Ray Boughen
Alexandre Boulerice
Marjolaine Boutin-Sweet
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Chris Charlton

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Matthew Dubé
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Mylène Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Alain Giguère
Parm Gill
Yvon Godin
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Dan Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian

Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Irene Mathysen
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Manon Perreault
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Rathika Sitsabaiesan
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
Mike Sullivan
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Jonathan Tremblay
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

RESSOURCES NATURELLES

Président: Leon Benoit**Vice-présidents:** Chris Charlton
Geoff ReganKelly Block
Blaine CalkinsJoan Crockatt
Linda DuncanRyan Leef
Christine Moore

Brad Trost

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
James Bezan
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob ClarkeNathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeschen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Yvon Godin
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Claude Gravelle
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Carol Hughes
Roxanne James
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Romeo SaganashAndrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kennedy Stewart
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

SANTÉ

Président: Ben Lobb**Vice-présidents:** Libby Davies
Hedy FryEve Adams
Claude GravelleWladyslaw Lizon
James LunneyDany Morin
David Wilks

Terence Young

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael ChongRob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Carol Hughes
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Tom Lukiwski
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Wayne Marston
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Christine Moore
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Manon Perreault
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew SaxtonGary Schellenberger
Kyle Seeback
Djaouida Sellah
Bev Shipley
Devinder Shory
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
Mike Sullivan
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
John Williamson
Stephen Woodworth
Wai Young
Bob Zimmer

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

Président: Daryl Kramp

Vice-présidents: Wayne Easter
Randall Garrison

Rosane Doré Lefebvre
Roxanne James

Larry Maguire
Rick Norlock

LaVar Payne
Blake Richards

Jean Rousseau

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Charmaine Borg
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael

Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Don Davies
Bob Dechert
Earl Dreshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Peter Julian
Randy Kamp

Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
François Pilon
Joe Preston
James Rajotte
Murray Rankin
Scott Reid

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS

Président: Larry Miller

Vice-présidents: Hoang Mai
David McGuinty

Peter Braid
Ed Komarnicki

Isabelle Morin
Mike Sullivan

Lawrence Toet
Jeff Watson

Wai Young

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Robert Aubin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Alexandre Boulerice
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael

Guy Caron
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreesen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Randy Kamp

Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Pierre Nantel
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston

James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Bob Zimmer

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Coprésidents: Marie-P. Charette-Poulin
Richard Harris

Vice-coprésidents: Carol Hughes
Scott Simms

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Anne C. Cools
Nicole Eaton

Terry M. Mercer
Michel Rivard

Tyrone Benskin
Rod Bruinooge
Blaine Calkins
Réjean Genest
Guy Lauzon

Dave MacKenzie
Colin Mayes
José Nunez-Melo
Brian Storseth

(17)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Brad Butt
Paul Calandra
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu

Michael Chong
David Christopherson
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Larry Maguire
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Coprésidents: Chris Charlton
Bob Runciman

Vice-coprésidents: Mauril Bélanger
Garry Breitkreuz

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Denise Batters
Céline Hervieux-Payette
Wilfred P. Moore
Nancy Ruth

David P. Smith
Scott Tannas
Betty E. Unger

Dan Albas
Stella Ambler
Rob Anders
Paulina Ayala
Patrick Brown

Rob Clarke
François Pilon
Anne Minh-Thu Quach
Maurice Vellacott

(20)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Gordon Brown
Lois Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Joan Crockatt
Joe Daniel

Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake

Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Brian Masse
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

Comité des présidents des comités législatifs

Le Vice-président et président des comités pléniers

M. JOE COMARTIN

Le vice-président des comités pléniers

M. BARRY DEVOLIN

Le vice-président adjoint des comités pléniers

M. BRUCE STANTON

M. MIKE ALLEN

M. BLAINE CALKINS

MME JEAN CROWDER

M. DON DAVIES

M. BRYAN HAYES

MME HÉLÈNE LAVERDIÈRE

MME IRENE MATHYSSEN

MME JOYCE MURRAY

M. BLAKE RICHARDS

M. BRIAN STORSETH

M. DAVE VAN KESTEREN

M. BOB ZIMMER

MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Stephen Harper	premier ministre
L'hon. Bernard Valcourt	ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
L'hon. Rob Nicholson	ministre de la Défense nationale
L'hon. Peter MacKay	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Rona Ambrose	ministre de la Santé
L'hon. Diane Finley	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. John Baird	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Tony Clement	président du Conseil du Trésor
L'hon. Peter Van Loan	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Jason Kenney	ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme
L'hon. Gerry Ritz	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
L'hon. Christian Paradis	ministre du Développement international et ministre de la Francophonie
L'hon. James Moore	ministre de l'Industrie
L'hon. Denis Lebel	ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
L'hon. Leona Aglukkaq	ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique
L'hon. Lisa Raitt	ministre des Transports
L'hon. Gail Shea	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Julian Fantino	ministre des Anciens Combattants
L'hon. Steven Blaney	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
L'hon. Ed Fast	ministre du Commerce international
L'hon. Joe Oliver	ministre des Finances
L'hon. Kerry-Lynne D. Findlay	ministre du Revenu national
L'hon. Shelly Glover	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles
L'hon. Chris Alexander	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. K. Kellie Leitch	ministre du Travail et ministre de la Condition féminine
L'hon. Greg Rickford	ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario
L'hon. Maxime Bernier	ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)
L'hon. Lynne Yelich	ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)
L'hon. Gary Goodyear	ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)
L'hon. Rob Moore	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
L'hon. John Duncan	ministre d'État et whip en chef du gouvernement
L'hon. Tim Uppal	ministre d'État (Multiculturalisme)
L'hon. Alice Wong	ministre d'État (Aînés)
L'hon. Bal Gosal	ministre d'État (Sports)
L'hon. Kevin Sorenson	ministre d'État (Finances)
L'hon. Pierre Poilievre	ministre d'État (Réforme démocratique)
L'hon. Candice Bergen	ministre d'État (Développement social)
L'hon. Michelle Rempel	ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)
L'hon. Ed Holder	ministre d'État (Sciences et Technologie)

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

L'hon. Mike Lake	du ministre de l'Industrie
M. Gerald Keddy	de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique
L'hon. Deepak Obhrai	du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne
M. David Anderson	du ministre des Affaires étrangères
M. James Bezan	du ministre de la Défense nationale
M. Colin Carrie	de la ministre de l'Environnement
M. Randy Kamp	de la ministre des Pêches et des Océans
M. Tom Lukiwski	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
M. Jeff Watson	de la ministre des Transports
M. Rick Dykstra	de la ministre du Patrimoine canadien
M. Jacques Gourde	du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
M. Pierre Lemieux	du ministre de l'Agriculture
Mme Kelly Block	du ministre des Ressources naturelles
M. Peter Braid	pour l'Infrastructure et les Collectivités
Mme Lois Brown	du ministre du Développement international
M. Paul Calandra	du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales
M. Bob Dechert	du ministre de la Justice
Mme Cathy McLeod	de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
M. Andrew Saxton	du ministre des Finances
M. Scott Armstrong	du ministre de l'Emploi et du Développement social
Mme Eve Adams	de la ministre de la Santé
M. Dan Albas	du président du Conseil du Trésor
M. Parm Gill	du ministre des Anciens Combattants
M. Robert Goguen	du ministre de la Justice
Mme Roxanne James	du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
M. Chungsen Leung	pour le Multiculturalisme
M. Costas Menegakis	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
M. Mark Strahl	du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
M. Bernard Trottier	de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
Mme Susan Truppe	pour la Condition féminine
M. Erin O'Toole	du ministre du Commerce international

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 20 juin 2014

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Loi sur la Charte des droits des victimes

Projet de loi C-32. Deuxième lecture.....	7217
Mme Morin (Saint-Hyacinthe—Bagot).....	7217
M. Pilon.....	7218
Mme Moore (Abitibi—Témiscamingue).....	7218
Mme Moore (Abitibi—Témiscamingue).....	7218
M. Blanchette.....	7219
M. Aubin.....	7220
M. Blanchette.....	7220
M. Aubin.....	7221
M. Aubin.....	7221
Mme Quach.....	7223

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La Marine royale canadienne

M. O'Toole.....	7223
-----------------	------

Le Nouveau Parti démocratique du Canada

M. Blanchette.....	7223
--------------------	------

La reconnaissance des états de service

M. Daniel.....	7224
----------------	------

L'Expo Labrador

Mme Jones.....	7224
----------------	------

Le prix des grands héros du foyer

M. Norlock.....	7224
-----------------	------

La fête de la Saint-Jean-Baptiste

M. Aubin.....	7224
---------------	------

Le Festival Haïti en Fête

M. Galipeau.....	7224
------------------	------

Le recrutement des jeunes par les organisations criminelles

M. Gill.....	7225
--------------	------

Les organismes communautaires dans Hull—Aylmer

Mme Turmel.....	7225
-----------------	------

Les anciens combattants autochtones

M. Zimmer.....	7225
----------------	------

Le Parti conservateur du Canada

Mme Morin (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine).....	7225
----------------------------------------------	------

La Journée mondiale des réfugiés

M. Menegakis.....	7226
-------------------	------

Des félicitations à l'occasion d'un départ à la retraite

M. Goodale.....	7226
-----------------	------

Le commerce international

M. Saxton.....	7226
----------------	------

Le Parti conservateur du Canada

M. Giguère.....	7226
-----------------	------

Le parc de la Rouge

M. Calandra.....	7226
------------------	------

QUESTIONS ORALES

La citoyenneté et l'immigration

M. Christopherson.....	7227
M. Menegakis.....	7227

L'emploi

M. Christopherson.....	7227
M. Armstrong.....	7227
M. Christopherson.....	7227
M. Armstrong.....	7227
Mme Turmel.....	7227
M. Kenney.....	7227

La justice

Mme Turmel.....	7227
M. Goguen.....	7228

Les relations intergouvernementales

M. McKay.....	7228
M. Saxton.....	7228

L'infrastructure

M. McKay.....	7228
M. Gourde.....	7228

L'environnement

M. McKay.....	7228
Mme Aglukkaq.....	7228

La citoyenneté et l'immigration

Mme Davies (Vancouver-Est).....	7228
M. Menegakis.....	7229
M. Dewar.....	7229
M. Menegakis.....	7229
Mme Latendresse.....	7229
M. Menegakis.....	7229
Mme Latendresse.....	7229
M. Menegakis.....	7229

L'emploi

Mme Doré Lefebvre.....	7229
M. Kenney.....	7230
M. Boulerice.....	7230
M. Kenney.....	7230
M. Martin.....	7230
M. Kenney.....	7230

La justice

Mme Freeman.....	7230
M. Goguen.....	7230
Mme Freeman.....	7230
M. Goguen.....	7230

Les affaires autochtones

Mme St-Denis.....	7231
M. Goguen.....	7231

La justice

M. Hsu.....	7231
M. Goguen.....	7231
M. McCallum.....	7231
M. Goguen.....	7231

L'emploi	
M. Dubé	7231
M. Kenney	7231
Mme Quach	7232
M. Kenney	7232
La Société Radio-Canada	
Mme Moore (Abitibi—Témiscamingue)	7232
M. Dykstra	7232
Mme Morin (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine)	7232
M. Dykstra	7232
Les finances	
M. Rajotte	7232
M. Saxton	7232
L'environnement	
M. Julian	7232
Mme Block	7233
M. Julian	7233
Mme Block	7233
La défense nationale	
M. Harris (St. John's-Est)	7233
M. Trottier	7233
M. Harris (St. John's-Est)	7233
M. Trottier	7233
Les affaires autochtones	
Mme Jones	7233
M. Valcourt	7233
Le transport aérien	
Mme Jones	7234
M. Watson	7234
Le logement	
M. Aubin	7234
M. Kenney	7234
M. Aubin	7234
M. Kenney	7234
Les anciens combattants	
M. Richards	7234
M. Gill	7234

L'assurance-emploi	
M. MacAulay	7234
M. Kenney	7234
Les transports	
M. Cleary	7235
M. Watson	7235
Le commerce international	
M. Sweet	7235
M. Calandra	7235

AFFAIRES COURANTES

Réponse du gouvernement à des pétitions	
M. Lukiwski	7235
Pétitions	
Les tours de téléphone cellulaire	
Mme Quach	7235
Postes Canada	
Mme Quach	7235
La démence	
M. Gravelle	7236
Postes Canada	
M. Julian	7236
La Loi sur la protection des eaux navigables	
Mme Freeman	7236
Postes Canada	
M. Cleary	7236
Questions au <i>Feuilleton</i>	
M. Lukiwski	7236

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Loi sur la Charte des droits des victimes	
Projet de loi C-32. Deuxième lecture	7236
Adoption de la motion; deuxième lecture du projet de loi et renvoi à un comité	7237
M. Van Loan	7237

ANNEXE

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>